

Second Session, Thirty-seventh Parliament,
51-52 Elizabeth II, 2002-2003

Deuxième session, trente-septième législature,
51-52 Elizabeth II, 2002-2003

STATUTES OF CANADA 2003

LOIS DU CANADA (2003)

CHAPTER 9

CHAPITRE 9

An Act to amend the Canadian Environmental Assessment
Act

Loi modifiant la Loi canadienne sur l'évaluation
environnementale

BILL C-9

ASSENTED TO 11th JUNE, 2003

PROJET DE LOI C-9

SANCTIONNÉ LE 11 JUIN 2003

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled “*An Act to amend the Canadian Environmental Assessment Act*”.

SUMMARY

This enactment implements the results of the statutory review of the *Canadian Environmental Assessment Act* conducted by the Minister of the Environment. It establishes a federal environmental assessment coordinator for projects that undergo screening or comprehensive study-level assessment. It modifies the comprehensive study process to prevent a second environmental assessment of a project by review panel, while extending the participant funding program to comprehensive studies. This enactment expands existing regulation-making authority for projects on federal lands, provides a new use for class screening reports as a replacement for project-specific assessments and makes follow-up programs mandatory for projects after a comprehensive study or review panel.

To provide Canadians with access to information about the environmental assessment of specific projects, this enactment creates the Canadian Environmental Assessment Registry. It requires that the Canadian Environmental Assessment Agency establish and lead a quality assurance program, promote and monitor compliance and assist relevant parties in building consensus and resolving disputes.

All parliamentary publications are available on the
Parliamentary Internet Parlementaire
at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi modifiant la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* ».

SOMMAIRE

Le texte met en oeuvre les résultats de l'examen de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* qu'a mené le ministre de l'Environnement aux termes de celle-ci. Il crée le poste de coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale de projets faisant l'objet d'une évaluation au niveau de l'examen préalable ou de l'étude approfondie. Il modifie le processus d'étude approfondie pour empêcher une deuxième évaluation d'un projet par une commission d'examen, tout en étendant aux études approfondies le programme d'aide financière aux participants. Il étend le pouvoir de réglementation aux projets situés sur le territoire domaniale, prévoit une nouvelle utilisation des rapports d'examen préalable par catégorie en remplacement des évaluations de chaque projet et rend obligatoire les programmes des projets après une étude approfondie ou un examen par une commission.

Afin d'assurer aux Canadiens et aux Canadiennes l'accès à l'information visant l'évaluation environnementale des projets particuliers, le texte crée le registre canadien d'évaluation environnementale. Il prévoit que l'Agence canadienne d'évaluation environnementale doit mettre en place et mener un programme d'assurance de la qualité, favoriser et surveiller la conformité et aider les parties prenantes à réaliser un consensus et à régler leurs différends.

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire »
à l'adresse suivante:

<http://www.parl.gc.ca>

51-52 ELIZABETH II

CHAPTER 9

An Act to amend the Canadian Environmental Assessment Act

[Assented to 11th June, 2003]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1992, c. 37

CANADIAN ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

1. (1) The definitions “comprehensive study” and “exclusion list” in subsection 2(1) of the *Canadian Environmental Assessment Act* are replaced by the following:

“comprehensive study”
« étude approfondie »

“comprehensive study” means an environmental assessment that is conducted pursuant to sections 21 and 21.1, and that includes a consideration of the factors required to be considered pursuant to subsections 16(1) and (2);

“exclusion list”
« liste d’exclusion »

“exclusion list” means a list of projects or classes of projects that have been exempted from the requirement to conduct an assessment by regulations made under paragraph 59(c) or (c.1);

1998, c. 15,
subpar. 50(b)(i)

(2) The portion of the definition “federal authority” in subsection 2(1) of the Act after paragraph (a) is replaced by the following:

(b) an agency of the Government of Canada, a parent Crown corporation, as defined in subsection 83(1) of the *Financial Administration Act*, or any other body established by or pursuant to an Act of Parliament that is ultimately accountable through a Minister of the Crown in right of Canada to Parliament for the conduct of its affairs,

(c) any department or departmental corporation set out in Schedule I or II to the *Financial Administration Act*, and

51-52 ELIZABETH II

CHAPITRE 9

Loi modifiant la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale

[Sanctionnée le 11 juin 2003]

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1992, ch. 37

LOI CANADIENNE SUR L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

1. (1) Les définitions de « étude approfondie » et « liste d'exclusion », au paragraphe 2(1) de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« étude approfondie » Évaluation environnementale d'un projet effectuée aux termes des articles 21 et 21.1 et qui comprend la prise en compte des éléments énumérés aux paragraphes 16(1) et (2).

« étude approfondie »
“comprehensive study”

« liste d'exclusion » Liste des projets ou catégories de projets soustraits à l'évaluation par règlement pris en vertu des alinéas 59c) ou c.1).

« liste d'exclusion »
“exclusion list”

(2) Le passage de la définition de « autorité fédérale » suivant l'alinéa a), au paragraphe 2(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

b) agence fédérale, société d'État mère au sens du paragraphe 83(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ou autre organisme constitué sous le régime d'une loi fédérale et tenu de rendre compte au Parlement de ses activités par l'intermédiaire d'un ministre fédéral;

c) ministère ou établissement public mentionnés aux annexes I et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;

1998, ch. 15,
sous-al. 50b)(i)

(d) any other body that is prescribed pursuant to regulations made under paragraph 59(e),

but does not include the Executive Council of — or a minister, department, agency or body of the government of — Yukon, the Northwest Territories or Nunavut, a council of the band within the meaning of the *Indian Act*, Export Development Canada, the Canada Pension Plan Investment Board, a Crown corporation that is a wholly-owned subsidiary, as defined in subsection 83(1) of the *Financial Administration Act*, The Hamilton Harbour Commissioners as constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioners' Act*, a harbour commission established pursuant to the *Harbour Commissions Act*, a not-for-profit corporation that enters into an agreement under subsection 80(5) of the *Canada Marine Act* or a port authority established under that Act;

Coming into force

(2.1) Subsection (2) comes into force on the day that is three years after the day on which this Act receives royal assent.

1998, c. 15, subpar. 50(b)(ii)

(3) Paragraph (a) of the definition “federal lands” in subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:

(a) lands that belong to Her Majesty in right of Canada, or that Her Majesty in right of Canada has the power to dispose of, and all waters on and airspace above those lands, other than lands under the administration and control of the Commissioner of Yukon, the Northwest Territories or Nunavut,

(4) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“Registry”
« registre »

“Registry” means the Canadian Environmental Assessment Registry established under section 55;

(5) Subsection 2(2) of the Act is replaced by the following:

d) tout autre organisme désigné par les règlements d'application de l'alinéa 59e).

Sont exclus le conseil exécutif et les ministres du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, ainsi que les ministères et les organismes de l'administration publique de ces territoires, tout conseil de bande au sens donné à « conseil de la bande » dans la *Loi sur les Indiens*, Exportation et développement Canada, l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, les sociétés d'État qui sont des filiales à cent pour cent au sens du paragraphe 83(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires*, les commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton*, la société sans but lucratif qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 80(5) de la *Loi maritime du Canada* et les administrations portuaires constituées sous le régime de cette loi.

Entrée en vigueur

(2.1) Le paragraphe (2) entre en vigueur trois ans après la sanction de la présente loi.

(3) L'alinéa a) de la définition de « territoire domanial », au paragraphe 2(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

1998, ch. 15, sous-al. 50b)(ii)

a) Les terres qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou qu'elle a le pouvoir d'aliéner, ainsi que leurs eaux et leur espace aérien, à l'exception des terres dont le Commissaire du Yukon, celui des Territoires du Nord-Ouest ou celui du Nunavut a la gestion et la maîtrise;

(4) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« registre » Le registre canadien d'évaluation environnementale établi au titre de l'article 55.

« registre »
“Registry”

(5) Le paragraphe 2(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Extended meaning of “administration of federal lands”

(2) In so far as this Act applies to Crown corporations, the expression “administration of federal lands” includes the ownership or management of those lands.

(6) Section 2 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(3) For greater certainty, any construction, operation, modification, decommissioning, abandonment or other undertaking in relation to a physical work and any activity that is prescribed or is within a class of activities that is prescribed for the purposes of the definition “project” in subsection (1) is a project for at least so long as, in relation to it, a person or body referred to in subsection 5(1) or (2), 8(1), 9(2), 9.1(2), 10(1) or 10.1(2) is considering, but has not yet taken, an action referred to in those subsections.

For greater certainty

1993, c. 34, s. 19(F)

2. (1) The portion of section 4 of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

4. (1) The purposes of this Act are

(a) to ensure that projects are considered in a careful and precautionary manner before federal authorities take action in connection with them, in order to ensure that such projects do not cause significant adverse environmental effects;

(2) Subsection 4(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (b.1):

(b.2) to promote cooperation and coordinated action between federal and provincial governments with respect to environmental assessment processes for projects;

(b.3) to promote communication and cooperation between responsible authorities and Aboriginal peoples with respect to environmental assessment;

(3) Paragraph 4(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) to ensure that there be opportunities for timely and meaningful public participation

Purposes

(2) Dans l'application de la présente loi aux sociétés d'État, la mention de la gestion du territoire domanial vaut mention de l'administration du territoire domanial ou du fait d'en être propriétaire.

(6) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Il est entendu que la réalisation — y compris l'exploitation, la modification, la désaffectation ou la fermeture — d'un ouvrage, ou l'exercice d'une activité désignée par règlement ou faisant partie d'une catégorie d'activités désignée par règlement pour l'application de la définition de « projet » au paragraphe (1), constituent un projet, au minimum, tant qu'une personne ou un organisme visés aux paragraphes 5(1) ou (2), 8(1), 9(2), 9.1(2), 10(1) ou 10.1(2) envisage mais n'a pas encore pris une mesure prévue à ces dispositions.

Gestion du territoire domanial

Précision

1993, ch. 34, art. 19(F)

2. (1) Le passage de l'article 4 de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

4. (1) La présente loi a pour objet :

a) de veiller à ce que les projets soient étudiés avec soin et prudence avant que les autorités fédérales prennent des mesures à leur égard, afin qu'ils n'entraînent pas d'effets environnementaux négatifs importants;

(2) Le paragraphe 4(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b.1), de ce qui suit :

b.2) de promouvoir la collaboration des gouvernements fédéral et provinciaux, et la coordination de leurs activités, dans le cadre du processus d'évaluation environnementale de projets;

b.3) de promouvoir la communication et la collaboration entre les autorités responsables et les peuples autochtones en matière d'évaluation environnementale;

(3) L'alinéa 4(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) de veiller à ce que le public ait la possibilité de participer de façon significa-

Objet

throughout the environmental assessment process.

(4) Section 4 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(2) In the administration of this Act, the Government of Canada, the Minister, the Agency and all bodies subject to the provisions of this Act, including federal authorities and responsible authorities, shall exercise their powers in a manner that protects the environment and human health and applies the precautionary principle.

3. (1) The portion of subsection 7(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

7. (1) An assessment of a project is not required under section 5 or sections 8 to 10.1, where

(2) Subsection 7(2) of the Act is replaced by the following:

(2) For greater certainty, an assessment is not required under any of the provisions referred to in this subsection where a federal authority exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(b) or 10.1(2)(b) — or a person or body exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(b), 9(2)(b), 9.1(2)(b) or 10(1)(b) — in relation to a project and the essential details of the project are not specified before or at the time the power is exercised or the duty or function is performed.

4. Section 8 of the Act is replaced by the following:

8. (1) A Crown corporation, as defined in subsection 83(1) of the *Financial Administration Act*, that is not a federal authority shall, if regulations have been made in relation to it under paragraph 59(j) and have come into force, ensure that, before it exercises a power or performs a duty or function referred to in any of paragraphs 5(1)(a) to (d) in relation to a project, an environmental assessment of the project under this section is conducted in accordance with those regulations as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made.

tive et en temps opportun au processus de l'évaluation environnementale.

(4) L'article 4 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(2) Pour l'application de la présente loi, le gouvernement du Canada, le ministre, l'Agence et les organismes assujettis aux dispositions de celle-ci, y compris les autorités fédérales et les autorités responsables, doivent exercer leurs pouvoirs de manière à protéger l'environnement et la santé humaine et à appliquer le principe de la prudence.

3. (1) Le passage du paragraphe 7(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

7. (1) N'ont pas à faire l'objet d'une évaluation en application des articles 5 ou 8 à 10.1 les projets :

(2) Le paragraphe 7(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Il est entendu que l'évaluation n'est pas nécessaire dans les cas où l'autorité fédérale exerce une attribution visée aux alinéas 5(1)(b) ou 10.1(2)(b) — ou une personne ou un organisme exerce une attribution visée à l'un ou l'autre des alinéas 5(1)(b), 9(2)(b), 9.1(2)(b) ou 10(1)(b) — à l'égard d'un projet dont les détails essentiels ne sont pas déterminés au moment de l'exercice de cette attribution.

4. L'article 8 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

8. (1) À compter de l'entrée en vigueur des règlements pris à son égard en vertu de l'alinéa 59j), toute société d'État, au sens du paragraphe 83(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, qui n'est pas une autorité fédérale veille, avant d'exercer une attribution visée à l'un ou l'autre des alinéas 5(1)(a) à (d) à l'égard d'un projet, à ce qu'une évaluation environnementale du projet soit effectuée conformément à ces règlements, le plus tôt possible au stade de la planification du projet et avant la prise d'une décision irrévocable.

Duties of the Government of Canada

1994, c. 26, s. 23(F)

Exclusions

Exclusions

Assessments by certain Crown corporations

Mission du gouvernement du Canada

1994, ch. 26, art. 23(F)

Exclusions

Précision

Évaluations par certaines sociétés d'État

Where a minister has no duty

(2) Notwithstanding section 5, a Minister of the Crown in right of Canada is not required to ensure that an environmental assessment of a project is conducted by reason only of that minister's authorization or approval under any other Act of Parliament or any regulations made under such an Act of the exercise of a power or performance of a duty or function referred to in paragraph 5(1)(a), (b) or (c) in relation to the project by a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*.

(2) Malgré l'article 5, un ministre fédéral n'est pas tenu de veiller à ce que l'évaluation environnementale d'un projet soit effectuée uniquement parce qu'il autorise ou approuve, en vertu d'une autre loi fédérale ou de ses règlements, l'exercice par une société d'État, au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'une attribution visée aux alinéas 5(1)a), b) ou c) à l'égard du projet.

Absence d'obligation du ministre

Precedence of federal authority

(3) If a Crown corporation is the proponent of a project and proposes to do any act or thing that commits it to carrying out the project in whole or in part and a federal authority other than the Crown corporation is required under paragraph 5(1)(d) to ensure the conduct of an environmental assessment of that project, the Crown corporation is not required to ensure that an environmental assessment of the project is conducted but, for greater certainty, it may accept a delegation from the federal authority under section 17.

(3) La société d'État qui est le promoteur d'un projet et se propose de le mettre en oeuvre en tout ou en partie n'est pas tenue de veiller à ce que soit effectuée une évaluation environnementale du projet si une autorité fédérale — autre que la société d'État — doit prendre une mesure prévue à l'alinéa 5(1)d) à l'égard du projet; il est entendu que rien ne l'empêche d'accepter une délégation dans le cadre de l'article 17.

Préséance de l'autorité fédérale

1998, c. 10, s. 165

5. Sections 9 and 10 of the Act are replaced by the following:

5. Les articles 9 et 10 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1998, ch. 10, art. 165

Assessments by harbour commissions and port authorities

9. (1) The Hamilton Harbour Commissioners as constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioners' Act*, a harbour commission established pursuant to the *Harbour Commissions Act*, a not-for-profit corporation that enters into an agreement under subsection 80(5) of the *Canada Marine Act* or a port authority established under that Act shall, if regulations have been made under paragraph 59(k) and have come into force, ensure that an environmental assessment of a project under this section is conducted in accordance with those regulations as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made.

9. (1) Les commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton*, les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires*, la société sans but lucratif qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 80(5) de la *Loi maritime du Canada* et les administrations portuaires constituées sous le régime de cette loi veillent, à compter de l'entrée en vigueur des règlements pris en vertu de l'alinéa 59k), à ce qu'une évaluation environnementale d'un projet soit effectuée conformément à ces règlements, le plus tôt possible au stade de la planification du projet et avant la prise d'une décision irrévocable.

Commissions portuaires et administrations portuaires

Projects

(2) The environmental assessment of a project under this section shall be conducted where

(a) a person or body referred to in subsection (1) is the proponent of the project and does any act or thing that commits it to carrying out the project in whole or in part;

(2) L'évaluation environnementale d'un projet est effectuée dans les cas suivants :

a) les personnes ou organismes visés au paragraphe (1) en sont le promoteur et le mettent en oeuvre, en tout ou en partie;

b) ils accordent au promoteur un financement, une garantie d'emprunt ou toute autre

Projets visés

(b) a person or body referred to in subsection (1) makes or authorizes payments or provides a guarantee for a loan or any other form of financial assistance to the proponent for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part;

(c) a person or body referred to in subsection (1) sells, leases or otherwise disposes of federal lands or any interests in those lands, for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part;

(d) under a provision prescribed under paragraph 59(k.1), a person or body referred to in subsection (1) issues a permit or licence, grants an approval or takes any other action for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part; or

(e) in circumstances prescribed by regulations made under paragraph 59(k.2), a project is to be carried out in whole or in part on federal lands over which a person or body referred to in subsection (1) has administration or management.

9.1 (1) If regulations have been made under paragraph 59(k.3) and have come into force, an authority prescribed by those regulations shall ensure that an environmental assessment of a project under this section is conducted in accordance with those regulations as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made.

(2) The environmental assessment of a project under this section shall be conducted where

(a) the project is to be carried out on federal lands and the prescribed authority is the proponent of the project and does any act or thing that commits it to carrying out the project in whole or in part;

(b) the project is to be carried out on federal lands and the prescribed authority makes or authorizes payments or provides a guarantee for a loan or any other form of financial assistance to the proponent for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part;

aide financière en vue d'en permettre la mise en oeuvre, en tout ou en partie;

c) ils autorisent la cession du territoire domanial, notamment par vente ou cession à bail, ou celle de tout droit foncier relatif à celui-ci, en vue de la mise en oeuvre du projet, en tout ou en partie;

d) aux termes d'une disposition visée par règlement pris en vertu de l'alinéa 59k.1), ils délivrent un permis ou une licence, donnent toute autorisation ou prennent toute mesure en vue de permettre la mise en oeuvre du projet, en tout ou en partie;

e) le cas est prévu par règlement pris en vertu de l'alinéa 59k.2) et le projet doit être mis en oeuvre, en tout ou en partie, sur le territoire domanial dont ils ont l'administration ou la gestion.

9.1 (1) À compter de l'entrée en vigueur des règlements pris en vertu de l'alinéa 59k.3), toute autorité visée par ceux-ci veille à ce qu'une évaluation environnementale d'un projet soit effectuée conformément à ces règlements, le plus tôt possible au stade de la planification de celui-ci et avant la prise d'une décision irrévocable.

(2) L'évaluation environnementale d'un projet est effectuée dans les cas suivants :

a) l'autorité en est le promoteur et le met en oeuvre, en tout ou en partie, sur un territoire domanial;

b) elle accorde au promoteur un financement, une garantie d'emprunt ou toute autre aide financière en vue d'en permettre la mise en oeuvre, en tout ou en partie, sur le territoire domanial;

c) elle autorise la cession du territoire domanial, notamment par vente ou cession à bail, ou celle de tout droit foncier relatif à celui-ci, en vue de la mise en oeuvre du projet, en tout ou en partie;

Prescribed
authorities

Projects

Autorités
prévues par
règlement

Projets visés

(c) the prescribed authority sells, leases or otherwise disposes of federal lands or any interests in those lands, for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part;

(d) the prescribed authority, under a provision prescribed under paragraph 59(k.4), issues a permit or licence, grants an approval or takes any other action for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part; or

(e) in circumstances prescribed by regulations made under paragraph 59(k.5), a project is to be carried out in whole or in part on federal lands over which the prescribed authority has administration or management or any right or interest specified in those regulations.

10. (1) If a project is to be carried out in whole or in part on a reserve that has been set apart for the use and benefit of a band and that is subject to the *Indian Act*, the council of the band for whose use and benefit the reserve has been set apart shall, if regulations that apply to the band have been made under paragraph 59(l) and have come into force, ensure that an environmental assessment of the project is conducted in accordance with those regulations before the band council exercises one of the following powers or performs one of the following duties or functions in respect of the project, namely, where the band council

(a) is the proponent of the project and does any act or thing that commits it to carrying out the project in whole or in part;

(b) makes or authorizes payments or provides a guarantee for a loan or any other form of financial assistance to the proponent of the project for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part, including financial assistance in the form of any reduction, avoidance, deferral, removal, refund, remission or other form of relief from the payment of any tax; or

(c) takes any action under a provision prescribed under paragraph 59(l.001) for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part.

d) aux termes d'une disposition visée par règlement pris en vertu de l'alinéa 59k.4), elle délivre un permis ou une licence, donne toute autorisation ou prend toute mesure en vue de permettre la mise en oeuvre du projet, en tout ou en partie;

e) le cas est prévu par règlement pris en vertu de l'alinéa 59k.5) et le projet doit être mis en oeuvre, en tout ou en partie, sur le territoire domanial dont elle a l'administration ou la gestion ou sur lequel elle a un droit ou un intérêt prévus par règlement.

10. (1) Le conseil d'une bande assujettie à la *Loi sur les Indiens* veille, à compter de l'entrée en vigueur des règlements pris en vertu de l'alinéa 59l) à son égard, à ce qu'une évaluation environnementale d'un projet devant être mis en oeuvre, en tout ou en partie, sur une réserve mise de côté à l'usage et au profit de cette bande soit effectuée conformément à ces règlements, avant l'exercice de l'une des attributions suivantes :

a) il est le promoteur du projet et le met en oeuvre en tout ou en partie;

b) il accorde à un promoteur en vue de l'aider à mettre en oeuvre le projet en tout ou en partie un financement, une garantie d'emprunt ou toute autre aide financière, y compris une aide financière accordée sous forme d'allègement — réduction, évitement, report, remboursement, annulation ou remise — d'une taxe;

c) il prend une mesure, au titre d'une disposition prévue par règlement pris en vertu de l'alinéa 59l.001), en vue de permettre la mise en oeuvre du projet en tout ou en partie.

Timing of
assessment

(2) Where an environmental assessment of a project is required under subsection (1), the band council shall ensure that the assessment is conducted as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made.

(2) Dans le cas où l'évaluation environnementale d'un projet est obligatoire au titre du paragraphe (1), le conseil de bande veille à ce que celle-ci soit effectuée le plus tôt possible au stade de la planification du projet, avant la prise d'une décision irrévocable.

Moment de
l'évaluation

Assessments —
CIDA

10.1 (1) The Canadian International Development Agency shall, if regulations have been made under paragraph 59(l.01) and have come into force, ensure that an environmental assessment of a project is conducted under this section in accordance with those regulations as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made.

10.1 (1) L'Agence canadienne de développement international veille, à compter de l'entrée en vigueur du règlement pris en vertu de l'alinéa 59l.01), à ce qu'une évaluation environnementale d'un projet soit effectuée conformément à ces règlements, le plus tôt possible au stade de la planification de celui-ci et avant la prise d'une décision irrévocable.

ACDI

Projects

(2) An environmental assessment of a project under this section is required to be conducted where the Canadian International Development Agency

(2) L'évaluation environnementale d'un projet est effectuée dans les cas où l'Agence canadienne de développement international :

Projets visés

(a) is the proponent of the project and does any act or thing that commits it to carrying out the project in whole or in part; or

a) en est le promoteur et le met en oeuvre, en tout ou en partie;

(b) makes or authorizes payments or provides a guarantee for a loan or any other form of financial assistance for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part.

b) accorde un financement, une garantie d'emprunt ou toute autre aide financière en vue d'en permettre la mise en oeuvre, en tout ou en partie.

Replacement
for
environmental
assessment

(3) The application of subsection 5(1) to the Canadian International Development Agency is suspended while regulations referred to in subsection (1) are in force.

(3) L'application du paragraphe 5(1) à l'Agence canadienne de développement international est suspendue, de l'entrée en vigueur du règlement visé au paragraphe (1) à son abrogation.

Suspension
d'application
du par. 5(1)

6. The Act is amended by adding the following after section 11:

6. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 11, de ce qui suit :

Ministerial
orders

11.1 (1) The Minister or the minister through whom the responsible authority is accountable to Parliament for the conduct of its affairs in respect of a project being assessed under this Act — or, if there is more than one responsible authority in respect of a project, the ministers together — may, by order, prohibit a proponent from doing, until the day on which the responsible authority or authorities take a course of action under paragraph 20(1)(a) or (b) or subsection 37(1), any act or thing that carries out the project being assessed in whole or in part and that would alter the environment.

11.1 (1) Le ministre ou le ministre qui doit répondre devant le Parlement des activités de l'autorité responsable — ou les ministres agissant conjointement, lorsque plusieurs autorités sont responsables d'un même projet — peut, par arrêté, ordonner au promoteur de s'abstenir de tout acte modifiant l'environnement et permettant la mise en oeuvre, même partielle, du projet faisant l'objet de l'évaluation jusqu'à ce que l'autorité ait pris une décision en application des alinéas 20(1)a) ou b) ou du paragraphe 37(1).

Arrêté
ministériel

Order in force	(2) An order under subsection (1) takes effect on the day on which it is made.	(2) L'arrêté prend effet dès sa prise.	Prise d'effet de l'arrêté
Approval of Governor in Council	(3) The order ceases to have effect 14 days after it is made unless, within that period, it is approved by the Governor in Council.	(3) L'arrêté devient inopérant à défaut d'approbation par le gouverneur en conseil dans les quatorze jours suivant sa prise.	Approbation par le gouverneur en conseil
Exemption from application of <i>Statutory Instruments Act</i>	(4) The order is exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the <i>Statutory Instruments Act</i> and shall be published in the <i>Canada Gazette</i> within 23 days after it is approved by the Governor in Council.	(4) L'arrêté est soustrait à l'application des articles 3, 5 et 11 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ; il est publié dans la <i>Gazette du Canada</i> dans les vingt-trois jours suivant son approbation.	Dérogation à la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>
Injunction	11.2 (1) If, on the application of the Attorney General of Canada or any interested person, it appears to a court of competent jurisdiction that an order made under section 11.1 has been, is about to be or is likely to be contravened, the court may issue an injunction ordering any person named in the application to refrain from doing any act or thing that would contravene the order, until the day on which the responsible authority or authorities referred to in that section take a course of action under paragraph 20(1)(a) or (b) or subsection 37(1).	11.2 (1) Si, sur demande présentée par le procureur général du Canada ou toute personne intéressée, il conclut à l'inobservation — réelle ou appréhendée — de l'arrêté pris en application de l'article 11.1, le tribunal compétent peut, par injonction, interdire à toute personne visée par la demande d'accomplir tout acte qui contreviendrait à l'arrêté jusqu'à ce que l'autorité responsable ait pris une décision en application des alinéas 20(1)a) ou b) ou du paragraphe 37(1).	Injonction
Notice	(2) At least forty-eight hours before an injunction is issued under subsection (1), notice of the application shall be given to persons named in the application, unless the urgency of the situation is such that the delay involved in giving the notice would not be in the public interest.	(2) Sauf lorsque cela serait contraire à l'intérêt public en raison de l'urgence de la situation, l'injonction est subordonnée à la signification d'un préavis d'au moins quarante-huit heures aux parties nommées dans la demande.	Préavis
	7. The Act is amended by adding the following after section 12:	7. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 12, de ce qui suit :	
	<i>Federal Environmental Assessment Coordinator</i>	<i>Coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale</i>	
Role	12.1 The role of a federal environmental assessment coordinator is to coordinate the participation of federal authorities in the environmental assessment process for a project where a screening or comprehensive study is or might be required and to facilitate communication and cooperation among them and with provinces, persons or bodies referred to in sections 8 to 10, jurisdictions referred to in paragraph 12(5)(c) or (d) or 40(1)(e) or (f) and other participants.	12.1 Le coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale d'un projet est chargé de coordonner la participation des autorités fédérales au processus d'évaluation environnementale pour un projet qui doit ou pourrait faire l'objet d'un examen préalable ou d'une étude approfondie et de faciliter les communications et la collaboration entre elles et avec les autres intervenants, notamment les provinces, les personnes et organismes visés aux articles 8 à 10 et les instances au sens prévu aux alinéas 12(5)c) ou d) ou 40(1)e) ou f).	Rôle

Duties

12.2 The federal environmental assessment coordinator shall

- (a) ensure that the federal authorities that are or may be responsible authorities and those that are or may be in possession of specialist or expert information or knowledge with respect to the project are identified;
- (b) coordinate their involvement throughout the environmental assessment process;
- (c) coordinate the responsible authorities' fulfilment of their obligations under subsection 55.3(1), paragraph 55.4(1)(a) and section 55.5;
- (d) ensure that federal authorities fulfil their obligations under this Act in a timely manner; and
- (e) coordinate the federal authorities' involvement with other jurisdictions.

Powers

12.3 In carrying out duties under section 12.2, the federal environmental assessment coordinator may

- (a) establish and chair a committee composed of the federal authorities that are or may be responsible authorities for the project and those that are or may be in possession of specialist or expert information or knowledge with respect to the project;
- (b) after consulting with the authorities referred to in paragraph (a), establish time lines in relation to the assessment; and
- (c) in consultation with the federal authorities that are or may be responsible authorities, determine the timing of any public participation.

Agency as coordinator

12.4 (1) Subject to subsection (3), the federal environmental assessment coordinator for a project is the Agency if

- (a) the project is subject to the environmental assessment process of another jurisdiction referred to in paragraph 12(5)(a), (c) or (d) or 40(1)(e) or (f); or

12.2 Le coordonnateur est tenu :

- a) de veiller au recensement des autorités responsables — actuelles ou éventuelles —, de même que des autorités fédérales disposant — effectivement ou éventuellement — de l'expertise ou des connaissances voulues touchant le projet;
- b) de coordonner leur participation tout au long du processus d'évaluation environnementale;
- c) de coordonner l'exécution, par les autorités responsables, des obligations qui leur incombent en vertu du paragraphe 55.3(1), de l'alinéa 55.4(1)a) et de l'article 55.5;
- d) de veiller à ce que les autorités fédérales s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu de la présente loi en temps opportun;
- e) de coordonner la participation des autorités fédérales avec les autres instances.

Obligations

12.3 Dans l'exercice de ses attributions, le coordonnateur peut :

- a) créer et présider un comité regroupant les autorités responsables — actuelles ou éventuelles —, de même que les autorités fédérales disposant — effectivement ou éventuellement — de l'expertise ou des connaissances voulues touchant le projet;
- b) après avoir consulté les autorités visées à l'alinéa a), établir l'échéancier relatif à l'évaluation;
- c) après avoir consulté les autorités responsables — actuelles ou éventuelles —, prévoir, s'il y a lieu, le moment où la participation du public sera sollicitée.

Pouvoirs

12.4 (1) Sous réserve du paragraphe (3), les attributions de coordonnateur sont exercées par l'Agence dans les cas suivants :

- a) le projet est assujéti au processus d'évaluation environnementale d'une autre instance, au sens des alinéas 12(5)a), c) ou d) ou 40(1)e) ou f);
- b) le projet est visé dans la liste d'étude approfondie.

Attributions exercées par l'Agence

	(b) the project is described in the comprehensive study list.		
Responsible authority as coordinator	(2) Subject to subsections (1) and (3), the federal environmental assessment coordinator for a project is (a) the sole responsible authority in relation to the project; or (b) if there is more than one responsible authority in relation to the project, the one that is selected by the responsible authorities or, if they have not selected one within a reasonable time, the one that is designated by the Agency.	(2) Sous réserve des paragraphes (1) et (3), les attributions de coordonnateur sont exercées : a) s'il n'y a qu'une autorité responsable du projet, par celle-ci; b) s'il y a plusieurs autorités responsables du projet, par celle qu'elles désignent conjointement ou, si elles ne le font pas dans un délai raisonnable, par celle que l'Agence désigne.	Attributions exercées par une autorité responsable
Coordinator by agreement	(3) No person or body other than the coordinator designated under subsections (1) and (2) may assume any of the powers, duties or functions of the federal environmental assessment coordinator except (a) the Agency, if the responsible authorities referred to in paragraph (2)(b) and the Agency agree; or (b) a responsible authority, in a case referred to in paragraph (1)(a) or (b), if the Agency and the responsible authority agree.	(3) Il ne peut être dérogé aux paragraphes (1) ou (2) que dans les cas suivants : a) les autorités responsables visées à l'alinéa (2)b) conviennent avec l'Agence que celle-ci exercera tout ou partie des attributions de coordonnateur; b) l'Agence convient avec une autorité responsable, dans les cas prévus aux alinéas (1)a) ou b), que cette dernière exercera tout ou partie de ces attributions.	Ententes particulières
For greater certainty	(4) For greater certainty, agreements contemplated by subsection (3) may apply generally and not be specific to a particular project.	(4) Il est entendu qu'une entente visée au paragraphe (3) peut être générale et ne pas être liée à un projet spécifique.	Précision
Obligation to comply with coordinator's requests	12.5 Every federal authority shall comply in a timely manner with requests and determinations made by the federal environmental assessment coordinator in the course of carrying out its duties or functions.	12.5 Il incombe à toute autorité fédérale de se conformer en temps opportun aux demandes et aux décisions du coordonnateur agissant dans l'exercice de ses attributions.	Conformité aux demandes et décisions du coordonnateur
	8. The Act is amended by adding the following after section 16:	8. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 16, de ce qui suit :	
Community knowledge and aboriginal traditional knowledge	16.1 Community knowledge and aboriginal traditional knowledge may be considered in conducting an environmental assessment.	16.1 Les connaissances des collectivités et les connaissances traditionnelles autochtones peuvent être prises en compte pour l'évaluation environnementale d'un projet.	Connaissances des collectivités et connaissances traditionnelles autochtones
Regional studies	16.2 The results of a study of the environmental effects of possible future projects in a region, in which a federal authority participates, outside the scope of this Act, with other jurisdictions referred to in paragraph 12(5)(a), (c) or (d), may be taken into account in conducting an environmental assessment of a	16.2 Les résultats d'une étude des effets environnementaux de projets éventuels dans une région, faite hors du champ d'application de la présente loi et à laquelle une autorité fédérale a collaboré avec des instances, au sens des alinéas 12(5)a), c) ou d), peuvent être pris en compte dans l'évaluation environne-	Études régionales

project in the region, particularly in considering any cumulative environmental effects that are likely to result from the project in combination with other projects or activities that have been or will be carried out.

Publication of determinations

16.3 The responsible authority shall document and make available to the public, pursuant to subsection 55(1), its determinations pursuant to section 20.

1993, c. 34, s. 23(1)(F)

9. (1) The portion of subsection 18(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Screening

18. (1) Where a project is not described in the comprehensive study list or the exclusion list made under paragraph 59(c), the responsible authority shall ensure that

(2) Subsection 18(3) of the Act is replaced by the following:

Public participation

(3) Where the responsible authority is of the opinion that public participation in the screening of a project is appropriate in the circumstances — or where required by regulation — the responsible authority

(a) shall, before providing the public with an opportunity to examine and comment on the screening report, include in the Internet site a description of the scope of the project, the factors to be taken into consideration in the screening and the scope of those factors or an indication of how such a description may be obtained;

(b) shall give the public an opportunity to examine and comment on the screening report and on any record relating to the project that has been included in the Registry before taking a course of action under section 20 and shall give adequate notice of that opportunity; and

(c) may, at any stage of the screening that it determines, give the public any other opportunity to participate.

Timing of public participation

(4) The responsible authority's discretion under subsection (3) with respect to the timing of public participation is subject to a decision made by the federal environmental assessment coordinator under paragraph 12.3(c).

mentale d'un projet à réaliser dans cette région, notamment dans l'évaluation des effets cumulatifs que la réalisation du projet, combinée à celle d'autres projets ou activités déjà complétés ou à venir, est susceptible de produire sur l'environnement.

16.3 L'autorité responsable consigne et rend accessibles au public, conformément au paragraphe 55(1), les décisions qu'elle prend aux termes de l'article 20.

9. (1) Le passage du paragraphe 18(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

18. (1) Dans le cas où le projet n'est pas visé dans la liste d'étude approfondie ou dans la liste d'exclusion établie par règlement pris en vertu de l'alinéa 59c), l'autorité responsable veille :

(2) Le paragraphe 18(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Dans les cas où elle estime que la participation du public à l'examen préalable est indiquée ou dans les cas prévus par règlement, l'autorité responsable :

a) verse au site Internet, avant de donner au public la possibilité d'examiner le rapport d'examen préalable et de faire des observations à son égard, une description de la portée du projet, des éléments à prendre en compte dans le cadre de l'examen préalable et de la portée de ceux-ci ou une indication de la façon d'obtenir copie de cette description;

b) avant de prendre sa décision aux termes de l'article 20, donne au public la possibilité d'examiner le rapport d'examen préalable et tout document relatif au projet et de faire ses observations à leur égard et un avis suffisant de cette possibilité;

c) peut donner au public la possibilité de prendre part à toute étape de l'examen préalable qu'elle choisit.

(4) L'exercice du pouvoir discrétionnaire dont dispose l'autorité responsable, dans le cadre du paragraphe (3), de déterminer à quel moment peut se faire la participation du public

Publication des décisions

1993, ch. 34, par. 23(1)(F)

Examen préalable

Participation du public

Moment de la participation

1993, c. 34,
s. 24(F)

10. Section 19 of the Act is replaced by the following:

Class
screening
reports

19. (1) Subject to subsection (3), the Agency may declare a report to be a class screening report if projects of the class described in the report are not likely, in the opinion of the Agency, to cause significant adverse environmental effects when the design standards and mitigation measures described in the class screening report are applied.

Use of class
screening
report

(2) The declaration shall include a statement that the class screening report may be used as

(a) a replacement for the screening required by section 18, and the decision required by section 20, for projects of the class; or

(b) a model for streamlining the screening required by section 18 for projects of the class.

Public notice
and
consideration
of public
comments

(3) The Agency shall, before making a declaration pursuant to subsection (1),

(a) publish, in any manner it considers appropriate, a notice setting out the following information, namely,

(i) the date on which the draft report will be available to the public,

(ii) the place at which copies of it may be obtained, and

(iii) the deadline and address for filing comments on the appropriateness of its use as a replacement or model for screenings for projects of that class; and

(b) take into consideration any comments filed under subparagraph (a)(iii) and include in the Registry any comments filed by the public.

Publication of
declaration

(4) Any declaration made pursuant to subsection (1) shall be published in the *Canada Gazette* and, together with the report to which it relates or a description of how a

est assujéti à toute décision pouvant être prise par le coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale en vertu de l'alinéa 12.3c).

10. L'article 19 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 34,
art. 24(F)

Rapport type

19. (1) Sous réserve du paragraphe (3), l'Agence peut désigner tout rapport comme rapport d'examen préalable type applicable à une catégorie de projets, à la condition que les projets appartenant à la catégorie ne soient pas susceptibles, selon elle, de causer des effets environnementaux négatifs importants si les normes de conception et les mesures d'atténuation prévues par le rapport sont appliquées.

(2) La désignation doit indiquer que le rapport d'examen préalable type peut servir :

a) soit de substitut à l'examen préalable exigé par l'article 18 et à la décision visée par l'article 20 à l'égard de projets appartenant à la catégorie;

b) soit de modèle pour simplifier l'examen préalable exigé par l'article 18 pour des projets appartenant à la catégorie.

Utilisation du
rapport

(3) Avant de faire une désignation, l'Agence :

a) publie, selon les modalités qu'elle estime indiquées, un avis contenant les éléments suivants :

(i) la date à laquelle l'ébauche du rapport sera accessible au public,

(ii) le lieu où des exemplaires de celle-ci peuvent être obtenus,

(iii) l'adresse et la date limite pour la réception par elle d'observations sur l'applicabilité du rapport comme modèle ou substitut de l'examen préalable pour les projets appartenant à la catégorie;

b) prend en compte les observations reçues et conserve au registre les commentaires formulés par le public.

Avis public

(4) La désignation est publiée dans la *Gazette du Canada* et versée, avec le rapport — ou une indication de la façon d'en obtenir copie —, au site Internet.

Publication

copy of the report may be obtained, shall be included in the Internet site.

Use of a class screening report as a replacement

(5) Where a responsible authority is satisfied that a project falls within a class in respect of which a class screening report has been made to which paragraph (2)(a) applies, no further action is required under section 18 or 20 with respect to the project, as long as the responsible authority ensures that the design standards and mitigation measures described in the report are implemented.

(5) Si l'autorité responsable estime que le projet appartient à une catégorie faisant l'objet d'un rapport d'examen préalable type visé à l'alinéa (2)a), les mesures visées par les articles 18 et 20 ne sont plus applicables; l'autorité responsable doit toutefois veiller à ce que soient mises en oeuvre les normes de conception et les mesures d'atténuation qui sont prévues au rapport visé par la désignation.

Emploi d'un substitut

Use of class screening report as a model

(6) Where a responsible authority is satisfied that a project or part of a project falls within a class in respect of which a class screening report has been made to which paragraph (2)(b) applies, the responsible authority may use or permit the use of that report and any screening on which it is based to whatever extent the responsible authority considers appropriate for the purpose of complying with section 18.

(6) Si l'autorité responsable estime que tout ou partie du projet appartient à une catégorie faisant l'objet d'un rapport d'examen préalable type visé à l'alinéa (2)b), l'autorité responsable peut utiliser les résultats de l'examen préalable et le rapport, ou en permettre l'utilisation, dans la mesure qu'elle estime indiquée pour l'application de l'article 18.

Emploi d'un modèle

Necessary adjustments

(7) Where a responsible authority uses or permits the use of a class screening report to which paragraph (2)(b) applies, it shall ensure that any adjustments are made to the report that are necessary to take into account local circumstances and any cumulative environmental effects that may result from the project in combination with other projects or activities that have been or will be carried out.

(7) Dans les cas visés au paragraphe (6), l'autorité responsable veille à ce que soient apportées au rapport d'examen préalable type les adaptations nécessaires à la prise en compte des facteurs locaux et des effets environnementaux cumulatifs qui, selon elle, peuvent résulter de la réalisation du projet combinée à l'existence d'autres ouvrages ou à la réalisation d'autres projets ou activités.

Adaptations

Declaration to remove class screening report

(8) Where the Agency determines that a class screening report is no longer appropriate to be used as a replacement or model in conducting screenings of other projects within the same class, the Agency may declare the report not to be a class screening report.

(8) L'Agence, si elle décide qu'un rapport type ne peut plus servir de substitut ou de modèle pour des projets appartenant à la catégorie, peut faire une déclaration en ce sens.

Déclaration

Publication

(9) Any declaration made pursuant to subsection (8) shall be published in the *Canada Gazette* and included in the Internet site.

(9) La déclaration est publiée dans la *Gazette du Canada* et versée au site Internet.

Publication

11. (1) Paragraph 20(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) subject to subparagraph (c)(iii), where, taking into account the implementation of any mitigation measures that the responsible authority considers appropriate, the project is not likely to cause significant

11. (1) L'alinéa 20(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) sous réserve du sous-alinéa c)(iii), si la réalisation du projet n'est pas susceptible, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation qu'elle estime indiquées, d'entraîner des effets environnementaux

adverse environmental effects, the responsible authority may exercise any power or perform any duty or function that would permit the project to be carried out in whole or in part;

1993, c. 34,
s. 25(F)

(2) Subsections 20(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Mitigation measures —
extent of
authority

(1.1) Mitigation measures that may be taken into account under subsection (1) by a responsible authority are not limited to measures within the legislative authority of Parliament and include

(a) any mitigation measures whose implementation the responsible authority can ensure; and

(b) any other mitigation measures that it is satisfied will be implemented by another person or body.

Responsible authority to ensure implementation of mitigation measures

(2) When a responsible authority takes a course of action referred to in paragraph (1)(a), it shall, with respect to any mitigation measures it has taken into account and that are described in paragraph (1.1)(a), ensure their implementation in any manner that it considers necessary and, in doing so, it is not limited to its duties or powers under any other Act of Parliament.

Assistance of other federal authority

(2.1) A federal authority shall provide any assistance requested by a responsible authority in ensuring the implementation of a mitigation measure on which the federal authority and the responsible authority have agreed.

Prohibition of actions in furtherance of project

(3) Where the responsible authority takes a course of action pursuant to paragraph (1)(b) in relation to a project, the responsible authority shall publish a notice of that course of action in the Registry and, notwithstanding any other Act of Parliament, no power, duty or function conferred by or under that Act or any regulation made under it shall be exercised or performed that would permit that project to be carried out in whole or in part.

Time for decision

(4) A responsible authority shall not take any course of action under subsection (1) before the 15th day after the inclusion on the Internet site of

négatifs importants, exercer ses attributions afin de permettre la mise en oeuvre totale ou partielle du projet;

(2) Les paragraphes 20(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1993, ch. 34,
art. 25(F)

Mesures d'atténuation —
étendue
des pouvoirs

(1.1) Les mesures d'atténuation que l'autorité responsable peut prendre en compte dans le cadre du paragraphe (1) ne se limitent pas à celles qui relèvent de la compétence législative du Parlement; elles comprennent :

a) les mesures d'atténuation dont elle peut assurer l'application;

b) toute autre mesure d'atténuation dont elle est convaincue qu'elle sera appliquée par une autre personne ou un autre organisme.

Application des mesures d'atténuation

(2) Si elle prend une décision dans le cadre de l'alinéa (1)a), l'autorité responsable veille à l'application des mesures d'atténuation qu'elle a prises en compte et qui sont visées à l'alinéa (1.1)a) de la façon qu'elle estime nécessaire, même si aucune autre loi fédérale ne lui confère de tels pouvoirs d'application.

(2.1) Il incombe à l'autorité fédérale qui convient avec l'autorité responsable de mesures d'atténuation d'appuyer celle-ci, sur demande, dans l'application de ces mesures.

Appui à l'autorité responsable

(3) L'autorité responsable qui prend la décision visée à l'alinéa (1)b) à l'égard d'un projet est tenue de publier un avis de cette décision dans le registre, et aucune attribution conférée sous le régime de toute autre loi fédérale ou de ses règlements ne peut être exercée de façon à permettre la mise en oeuvre, en tout ou en partie, du projet.

Interdiction de mise en oeuvre

(4) L'autorité responsable ne peut prendre une décision dans le cadre du paragraphe (1) avant le quinzième jour suivant le versement au site Internet des documents suivants :

Versement préalable de documents

(a) notice of the commencement of the environmental assessment;

(b) a description of the scope of the project; and

(c) where the responsible authority, in accordance with subsection 18(3), gives the public an opportunity to participate in the screening of a project, a description of the factors to be taken into consideration in the environmental assessment and of the scope of those factors or an indication of how such a description may be obtained.

1993, c. 34,
s. 26(F)

12. Section 21 of the Act is replaced by the following:

Public
consultation

21. (1) Where a project is described in the comprehensive study list, the responsible authority shall ensure public consultation with respect to the proposed scope of the project for the purposes of the environmental assessment, the factors proposed to be considered in its assessment, the proposed scope of those factors and the ability of the comprehensive study to address issues relating to the project.

Report and
recommendation

(2) After the public consultation, as soon as it is of the opinion that it has sufficient information to do so, the responsible authority shall

(a) report to the Minister regarding

(i) the scope of the project, the factors to be considered in its assessment and the scope of those factors,

(ii) public concerns in relation to the project,

(iii) the potential of the project to cause adverse environmental effects, and

(iv) the ability of the comprehensive study to address issues relating to the project; and

(b) recommend to the Minister to continue with the environmental assessment by means of a comprehensive study, or to refer the project to a mediator or review panel in accordance with section 29.

a) l'avis du début de l'évaluation environnementale;

b) la description de la portée du projet;

c) dans le cas où l'autorité responsable donne, au titre du paragraphe 18(3), la possibilité au public de participer à l'examen préalable, la description des éléments à prendre en compte dans le cadre de l'évaluation environnementale et de la portée de ceux-ci ou une indication de la façon d'obtenir copie de cette description.

12. L'article 21 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 34,
art. 26(F)

Consultation

21. (1) Dans le cas où le projet est visé dans la liste d'étude approfondie, l'autorité responsable veille à la tenue d'une consultation publique sur les propositions relatives à la portée du projet en matière d'évaluation environnementale, aux éléments à prendre en compte dans le cadre de l'évaluation et à la portée de ces éléments ainsi que sur la question de savoir si l'étude approfondie permet l'examen des questions soulevées par le projet.

(2) L'autorité responsable, dès qu'elle estime disposer de suffisamment de renseignements et après avoir tenu la consultation publique :

Rapport et
recommandation

a) fait rapport au ministre de la portée du projet, des éléments à prendre en compte dans le cadre de l'évaluation, de la portée de ceux-ci, des préoccupations du public, de la possibilité d'effets environnementaux négatifs et de la question de savoir si l'étude approfondie permet l'examen des questions soulevées par le projet;

b) lui recommande de poursuivre l'évaluation environnementale par étude approfondie ou de la renvoyer à un médiateur ou à une commission conformément à l'article 29.

Minister's
decision

21.1 (1) The Minister, taking into account the things with regard to which the responsible authority must report under paragraph 21(2)(a) and the recommendation of the responsible authority under paragraph 21(2)(b), shall, as the Minister considers appropriate,

(a) refer the project to the responsible authority so that it may continue the comprehensive study and ensure that a comprehensive study report is prepared and provided to the Minister and to the Agency; or

(b) refer the project to a mediator or review panel in accordance with section 29.

Decision final

(2) Despite any other provision of this Act, if the Minister refers the project to a responsible authority under paragraph (1)(a), it may not be referred to a mediator or review panel in accordance with section 29.

Public
participation

21.2 Where a project has been referred to a responsible authority under paragraph 21.1(1)(a), the responsible authority shall ensure that the public is provided with an opportunity, in addition to those provided under subsection 21(1) and section 22, to participate in the comprehensive study, subject to a decision with respect to the timing of the participation made by the federal environmental assessment coordinator under paragraph 12.3(c).

13. Section 23 of the Act is replaced by the following:

Decision of
Minister

23. (1) The Minister shall, after taking into consideration the comprehensive study report and any comments filed pursuant to subsection 22(2), refer the project back to the responsible authority for action under section 37 and issue an environmental assessment decision statement that

(a) sets out the Minister's opinion as to whether, taking into account the implementation of any mitigation measures that the Minister considers appropriate, the project is or is not likely to cause significant adverse environmental effects; and

Décision du
ministre

21.1 (1) Le ministre, prenant en compte tous les éléments qui doivent lui être signalés dans le cadre de l'alinéa 21(2)a) et les recommandations de l'autorité responsable et selon ce qu'il estime indiqué dans les circonstances :

a) renvoie le projet à l'autorité responsable pour qu'elle poursuive l'étude approfondie et qu'elle veille à ce qu'un rapport de cette étude lui soit présenté, de même qu'à l'Agence;

b) renvoie le projet à la médiation ou à l'examen par une commission conformément à l'article 29.

Caractère
définitif de la
décision

(2) Malgré toute autre disposition de la présente loi, le projet que le ministre renvoie à l'autorité responsable au titre de l'alinéa (1)a) ne peut faire l'objet d'une médiation ou d'un examen par une commission conformément à l'article 29.

Participation
du public à
l'étude
approfondie

21.2 En plus des consultations publiques prévues au paragraphe 21(1) et à l'article 22, l'autorité responsable à laquelle le projet est renvoyé en vertu de l'alinéa 21.1(1)a) est tenue de veiller à ce que le public ait la possibilité de prendre part à l'étude approfondie. Elle est toutefois assujettie à toute décision éventuellement prise par le coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale en vertu de l'alinéa 12.3c) quant au moment de la participation.

13. L'article 23 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Avis du
ministre

23. (1) Le ministre, après avoir pris en compte le rapport d'étude approfondie et les observations qui ont été présentées en vertu du paragraphe 22(2), renvoie le projet à l'autorité responsable pour qu'elle prenne une décision en application de l'article 37 et fait une déclaration dans laquelle :

a) il indique si, selon lui, le projet est susceptible ou non, compte tenu de la mise en oeuvre des mesures d'atténuation qu'il estime appropriées, d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants;

(b) sets out any mitigation measures or follow-up program that the Minister considers appropriate, after having taken into account the views of the responsible authorities and other federal authorities concerning the measures and program.

(2) Before issuing the environmental assessment decision statement, the Minister shall, if the Minister is of the opinion that additional information is necessary or that there are public concerns that need to be further addressed, request that the federal authorities referred to in paragraph 12.3(a) or the proponent ensure that the necessary information is provided or actions are taken to address those public concerns.

(3) The Minister shall not issue the environmental assessment decision statement before the 30th day after the inclusion on the Internet site of

(a) notice of the commencement of the environmental assessment;

(b) a description of the scope of the project;

(c) where the Minister, under paragraph 21.1(1)(a), refers a project to the responsible authority to continue a comprehensive study,

(i) notice of the Minister's decision to so refer the project, and

(ii) a description of the factors to be taken into consideration in the environmental assessment and of the scope of those factors or an indication of how such a description may be obtained; and

(d) the comprehensive study report that is to be taken into consideration by a responsible authority in making its decision under subsection 37(1) or a description of how a copy of the report may be obtained.

14. Subsection 29(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Where, at any time after an environmental assessment or part of an environmental assessment of a project has been referred to a mediator, the Minister or the mediator determines that the mediation is not likely to produce a result that is satisfactory to all the

b) il indique, s'il y a lieu, les mesures d'atténuation et tout programme de suivi qu'il estime appropriés, compte tenu des observations des autorités responsables et des autorités fédérales concernant ces mesures ou programmes.

(2) Avant de faire la déclaration, le ministre, s'il estime qu'il lui faut des renseignements supplémentaires ou qu'il convient de mieux répondre aux préoccupations du public, demande aux autorités fédérales visées à l'alinéa 12.3a) ou au promoteur de veiller à ce que les renseignements nécessaires soient fournis ou à ce que les mesures nécessaires pour répondre aux préoccupations du public soient prises.

(3) Le ministre ne peut faire la déclaration avant le trentième jour suivant la date à laquelle les documents suivants sont versés au site Internet :

a) l'avis du début de l'évaluation environnementale;

b) la description de la portée du projet;

c) dans le cas où il renvoie, au titre de l'alinéa 21.1(1)a), le projet à l'autorité responsable pour qu'elle poursuive l'étude approfondie :

(i) l'avis de sa décision de renvoyer le projet,

(ii) la description des éléments à prendre en compte dans le cadre de l'évaluation environnementale et de la portée de ceux-ci ou une indication de la façon d'obtenir copie de cette description;

d) le rapport de l'étude approfondie sur lequel se fonde la décision de l'autorité responsable au titre du paragraphe 37(1), ou une indication de la façon d'en obtenir copie.

14. Le paragraphe 29(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Dans le cas où, à tout moment après le renvoi de l'évaluation environnementale d'un projet ou d'une partie de celle-ci à un médiateur, le ministre ou le médiateur estime que la médiation n'est pas susceptible de donner des résultats satisfaisants pour les parties, le ministre met fin à la médiation.

More information required

Time for statement

Renseignements supplémentaires

Versement préalable de documents

When mediation fails

Pouvoirs du ministre

participants, the Minister shall order the conclusion of the mediation.

15. Subsection 32(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

32. (1) Dès la fin de la médiation, le médiateur présente un rapport au ministre et à l'autorité responsable.

16. (1) Subsection 35(3) of the Act is replaced by the following:

(3) A hearing by a review panel shall be public unless the panel is satisfied after representations made by a witness that specific, direct and substantial harm would be caused to the witness or specific harm to the environment by the disclosure of the evidence, documents or other things that the witness is ordered to give or produce pursuant to subsection (1).

(2) Section 35 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

(4.1) Where a review panel is satisfied that the disclosure of evidence, documents or other things would cause specific harm to the environment, the evidence, documents or things are privileged and shall not, without the authorization of the review panel, knowingly be or be permitted to be communicated, disclosed or made available by any person who has obtained the evidence, documents or other things pursuant to this Act.

17. (1) The portion of subsection 37(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

37. (1) Subject to subsections (1.1) to (1.3), the responsible authority shall take one of the following courses of action in respect of a project after taking into consideration the report submitted by a mediator or a review panel or, in the case of a project referred back to the responsible authority pursuant to subsection 23(1), the comprehensive study report:

15. Le paragraphe 32(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

32. (1) Dès la fin de la médiation, le médiateur présente un rapport au ministre et à l'autorité responsable.

16. (1) Le paragraphe 35(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Les audiences de la commission sont publiques sauf si elle décide, à la suite d'observations faites par le témoin, que la communication des éléments de preuve, documents ou objets qu'il est tenu de présenter au titre du paragraphe (1) lui causerait directement un préjudice réel et sérieux ou causerait un préjudice réel à l'environnement.

(2) L'article 35 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

(4.1) Si la commission conclut qu'un préjudice réel, pour l'environnement, résulterait de la communication d'éléments de preuve, de documents ou d'objets, ces éléments de preuve, documents ou objets sont protégés; la personne qui les a obtenus en vertu de la présente loi ne peut sciemment les communiquer ou permettre qu'ils le soient sans l'autorisation de la commission.

17. (1) Le passage du paragraphe 37(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

37. (1) Sous réserve des paragraphes (1.1) à (1.3), l'autorité responsable, après avoir pris en compte le rapport du médiateur ou de la commission ou, si le projet lui est renvoyé aux termes du paragraphe 23(1), le rapport d'étude approfondie, prend l'une des décisions suivantes :

Rapport du médiateur

Hearings to be public

Non-disclosure

1994, c. 46, s. 3(1)

Decision of responsible authority

Rapport du médiateur

Audiences publiques

Non-communication

1994, ch. 46, par. 3(1)

Autorité responsable

1993, c. 34,
s. 29(1)(F)

(1.1) The portion of paragraph 37(1)(a) of the Act after subparagraph (ii) is replaced by the following:

the responsible authority may exercise any power or perform any duty or function that would permit the project to be carried out in whole or in part; or

(2) Section 37 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.1):

(1.2) Where a response to a report is required under paragraph (1.1)(a) and there is, in addition to a responsible authority, a federal authority referred to in paragraph 5(2)(b) in relation to the project, that federal authority may act as a responsible authority for the purposes of that response. This subsection applies in the case of a federal authority within the meaning of paragraph (b) of the definition “federal authority” in subsection 2(1) if the Minister through whom the authority is accountable to Parliament agrees.

Federal
authority

(1.3) Where a project is referred back to a responsible authority under subsection 23(1) and the Minister issues an environmental assessment decision statement to the effect that the project is likely to cause significant adverse environmental effects, no course of action may be taken by the responsible authority under subsection (1) without the approval of the Governor in Council.

Approval of
Governor in
Council

(3) Subsection 37(3) of the Act is replaced by the following:

(2.1) Mitigation measures that may be taken into account under subsection (1) by a responsible authority are not limited to measures within the legislative authority of Parliament and include

Mitigation
measures —
extent of
authority

(a) any mitigation measures whose implementation the responsible authority can ensure; and

(b) any other mitigation measures that it is satisfied will be implemented by another person or body.

(1.1) L’alinéa 37(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) si, compte tenu de l’application des mesures d’atténuation qu’elle estime indiquées, la réalisation du projet n’est pas susceptible d’entraîner des effets environnementaux négatifs importants ou est susceptible d’en entraîner qui sont justifiables dans les circonstances, exercer ses attributions afin de permettre la mise en oeuvre totale ou partielle du projet;

(2) L’article 37 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.1), de ce qui suit :

(1.2) Lorsqu’une autorité responsable a l’obligation, en vertu du paragraphe (1.1), de donner suite au rapport qui y est visé, toute autorité fédérale dont le rôle à l’égard du projet est prévu à l’alinéa 5(2)b) peut prendre part à l’exécution de cette obligation comme si elle était une autorité responsable. S’agissant d’une autorité fédérale visée à l’alinéa b) de la définition de « autorité fédérale », au paragraphe 2(1), elle peut s’acquitter de cette obligation avec l’agrément du ministre par l’intermédiaire duquel elle rend compte de ses activités au Parlement.

1993, ch. 34,
par. 29(1)(F)

Application
du paragraphe
5(2)

(1.3) L’autorité responsable à laquelle le projet est renvoyé au titre du paragraphe 23(1) ne prend la décision visée au paragraphe (1) qu’avec l’agrément du gouverneur en conseil si le projet est, selon la déclaration du ministre, susceptible d’entraîner des effets environnementaux négatifs importants.

Agrément du
gouverneur
en conseil

(3) Le paragraphe 37(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2.1) Les mesures d’atténuation que l’autorité responsable peut prendre en compte dans le cadre du paragraphe (1) ne se limitent pas à celles qui relèvent de la compétence législative du Parlement; elles comprennent :

Mesures
d’atténuation —
étendue
des pouvoirs

a) les mesures d’atténuation dont elle peut assurer l’application;

b) toute autre mesure d’atténuation dont elle est convaincue qu’elle sera appliquée par une autre personne ou un autre organisme.

Responsible authority to ensure implementation of mitigation measures

(2.2) When a responsible authority takes a course of action referred to in paragraph (1)(a), it shall, with respect to any mitigation measures it has taken into account and that are described in paragraph (2.1)(a), ensure their implementation in any manner that it considers necessary and, in doing so, it is not limited to its duties or powers under any other Act of Parliament.

(2.2) Si elle prend une décision dans le cadre de l'alinéa (1)a), l'autorité responsable veille à l'application des mesures d'atténuation qu'elle a prises en compte et qui sont visées à l'alinéa (1.1)a) de la façon qu'elle estime nécessaire, même si aucune autre loi fédérale ne lui confère de tels pouvoirs d'application.

Application des mesures d'atténuation

Assistance of other federal authority

(2.3) A federal authority shall provide any assistance requested by a responsible authority in ensuring the implementation of a mitigation measure on which the federal authority and the responsible authority have agreed.

(2.3) Il incombe à l'autorité fédérale qui convient avec l'autorité responsable de mesures d'atténuation d'appuyer celle-ci, sur demande, dans l'application de ces mesures.

Appui à l'autorité responsable

Prohibition: proceeding with project

(3) Where the responsible authority takes a course of action referred to in paragraph (1)(b) in relation to a project, the responsible authority shall publish a notice of that course of action in the Registry and, notwithstanding any other Act of Parliament, no power, duty or function conferred by or under that Act or any regulation made under it shall be exercised or performed that would permit that project to be carried out in whole or in part.

(3) L'autorité responsable qui prend la décision visée à l'alinéa (1)b) à l'égard d'un projet est tenue de publier un avis de cette décision dans le registre, et aucune attribution conférée sous le régime de toute autre loi fédérale ou de ses règlements ne peut être exercée de façon à permettre la mise en oeuvre, en tout ou en partie, du projet.

Interdiction de mise en oeuvre

Time for decision

(4) A responsible authority shall not take any course of action under subsection (1) before the 30th day after the report submitted by a mediator or a review panel or a summary of it has been included on the Internet site in accordance with paragraph 55.1(2)(p).

(4) L'autorité responsable ne peut prendre une décision dans le cadre du paragraphe (1) avant le trentième jour suivant le versement du rapport du médiateur ou de la commission, ou un résumé du rapport, au site Internet conformément à l'alinéa 55.1(2)p).

Délai relatif à la prise de la décision

1993, c. 34, s. 30(F)

18. Section 38 of the Act is replaced by the following:

18. L'article 38 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 34 art. 30(F)

Consideration of follow-up — decision under paragraph 20(1)(a)

38. (1) Where a responsible authority takes a course of action under paragraph 20(1)(a), it shall consider whether a follow-up program for the project is appropriate in the circumstances and, if so, shall design a follow-up program and ensure its implementation.

38. (1) Si elle décide de la mise en oeuvre conformément à l'alinéa 20(1)a), l'autorité responsable examine l'opportunité d'un programme de suivi dans les circonstances; le cas échéant, elle procède à l'élaboration d'un tel programme et veille à son application.

Décision au titre de l'al. 20(1)a) : suivi

Mandatory follow-up — decision under paragraph 37(1)(a)

(2) Where a responsible authority takes a course of action under paragraph 37(1)(a), it shall design a follow-up program for the project and ensure its implementation.

(2) Si elle décide de la mise en oeuvre conformément à l'alinéa 37(1)a), l'autorité responsable élabore un programme de suivi et veille à son application.

Décision au titre de l'al. 37(1)a) : suivi

Scope of follow-up program

(3) In designing a follow-up program and in ensuring its implementation, a responsible authority is not limited by the Act of Parliament that confers the powers it exercises or the duties or functions it performs.

(3) Dans l'élaboration et l'application du programme de suivi qu'elle estime indiqué, l'autorité responsable n'est pas limitée par le champ d'application de la loi sous le régime de laquelle elle exerce ses attributions.

Portée du programme de suivi

Assistance of other federal authority

(4) A federal authority shall provide any assistance requested by a responsible authority in ensuring the implementation of a follow-up program on which the federal authority and the responsible authority have agreed.

(4) Il incombe à l'autorité fédérale qui convient avec l'autorité responsable du programme de suivi d'appuyer celle-ci, sur demande, dans la mise en oeuvre du programme.

Appui à l'autorité responsable

Follow-up programs

(5) The results of follow-up programs may be used for implementing adaptive management measures or for improving the quality of future environmental assessments.

(5) Les résultats des programmes de suivi peuvent être utilisés pour mettre en oeuvre des mesures de gestion adaptative ou pour améliorer la qualité des évaluations environnementales futures.

Programme de suivi

1993, c. 34, s. 31(1)(F)

19. (1) Subsection 40(2) of the Act is replaced by the following:

19. (1) Le paragraphe 40(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 34, par. 31(1)(F)

Review panels established jointly with another jurisdiction

(2) Subject to section 41, where the referral of a project to a review panel is required or permitted by this Act, the Minister

(2) Sous réserve de l'article 41, dans le cas où il estime qu'un examen par une commission est nécessaire ou possible, le ministre :

Examen conjoint

(a) may enter into an agreement or arrangement with a jurisdiction referred to in paragraph (1)(a), (b), (c) or (d) that has powers, duties or functions in relation to the assessment of the environmental effects of the project, respecting the joint establishment of a review panel and the manner in which the environmental assessment of the project is to be conducted by the review panel; and

a) peut conclure avec l'instance visée à l'alinéa (1)a), b), c) ou d) exerçant des attributions relatives à l'évaluation des effets environnementaux du projet un accord relatif à la constitution conjointe d'une commission et aux modalités de l'évaluation environnementale du projet par celle-ci;

(b) shall, in the case of a jurisdiction within the meaning of subsection 12(5) that has a responsibility or an authority to conduct an assessment of the environmental effects of the project or any part of it, offer to consult and cooperate with that other jurisdiction respecting the environmental assessment of the project.

b) est tenu, dans le cas d'une instance, au sens du paragraphe 12(5), qui a la responsabilité ou le pouvoir d'entreprendre l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie du projet, d'offrir de consulter et de coopérer avec celle-ci à l'égard de l'évaluation environnementale du projet.

1993, c. 34, s. 31(2)(F); 1995, c. 5, par. 25(1)(b)

(2) Subsection 40(3) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 40(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 34, par. 31(2)(F); 1995, ch. 5, al. 25(1)b)

Review panels established jointly with another jurisdiction

(3) Subject to section 41, where the referral of a project to a review panel is required or permitted by this Act and a jurisdiction referred to in paragraph (1)(e) or (f) has a responsibility or an authority to conduct an assessment of the environmental effects of the project or any part of it, the Minister and the Minister of Foreign Affairs may enter into an agreement or arrangement with that jurisdiction respecting the joint establishment of a

(3) Sous réserve de l'article 41, dans le cas où ils estiment qu'un examen par une commission est nécessaire ou possible et où une instance visée aux alinéas (1)e) ou f) a la responsabilité ou le pouvoir d'entreprendre l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie du projet, le ministre et le ministre des Affaires étrangères peuvent conclure avec l'instance visée un accord relatif à la constitution conjointe d'une com-

Examen conjoint

review panel and the manner in which the environmental assessment of the project is to be conducted by the review panel.

1998, c. 25,
s. 164

20. (1) The portion of section 41 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Conditions

41. An agreement or arrangement entered into pursuant to subsection 40(2) or (3), and any document establishing a review panel under subsection 40(2.1), shall provide that the environmental assessment of the project shall include a consideration of the factors required to be considered under subsections 16(1) and (2) and be conducted in accordance with any additional requirements and procedures set out in the agreement and shall provide that

(2) Paragraph 41(d) of the Act is replaced by the following:

(d) the review panel is to have the powers and immunities provided for in section 35;

21. Subsection 46(1) of the Act is replaced by the following:

Transboundary
and related
environmental
effects

46. (1) Where no power, duty or function referred to in section 5 is to be exercised or performed by a federal authority in relation to a project that is to be carried out in a province and the Minister is of the opinion that the project may cause significant adverse environmental effects in another province, the Minister may refer the project to a mediator or a review panel in accordance with section 29 for an assessment of the environmental effects of the project in that other province.

22. Subsection 47(1) of the Act is replaced by the following:

1995, c. 5,
par. 25(1)(b)

International
environmental
effects

47. (1) Where no power, duty or function referred to in section 5 is to be exercised or performed by a federal authority in relation to a project that is to be carried out in Canada or on federal lands and the Minister is of the opinion that the project may cause significant adverse environmental effects occurring both outside Canada and outside those federal lands, the Minister and the Minister of Foreign Affairs may refer the project to a mediator or a review panel in accordance with section 29 for an assessment of the environmental effects

mission et aux modalités de l'évaluation environnementale du projet par celle-ci.

20. (1) Le passage de l'article 41 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1998, ch. 25,
art. 164

Conditions de
l'examen
conjoint

41. Les accords conclus aux termes des paragraphes 40(2) ou (3) et les documents visés au paragraphe 40(2.1) contiennent une disposition selon laquelle l'évaluation environnementale du projet prend en compte les éléments prévus aux paragraphes 16(1) et (2) et est effectuée conformément aux exigences et modalités supplémentaires qui y sont contenues ainsi que les conditions suivantes :

(2) L'alinéa 41d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) les pouvoirs et immunités prévus à l'article 35 sont conférés à la commission;

21. Le paragraphe 46(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Effets
interprovinciaux

46. (1) S'il est d'avis qu'un projet qui doit être mis en oeuvre dans une province et à l'égard duquel aucune des attributions visées à l'article 5 ne doit être exercée par une autorité fédérale peut entraîner des effets environnementaux négatifs importants dans une autre province, le ministre peut, conformément à l'article 29, renvoyer à un médiateur ou à une commission l'évaluation de ces effets dans cette autre province.

22. Le paragraphe 47(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 5,
al. 25(1)(b)

Effets
internationaux

47. (1) Dans le cas où aucune des attributions visées à l'article 5 ne doit être exercée par une autorité fédérale à l'égard d'un projet devant être mis en oeuvre au Canada ou sur le territoire domanial et où le ministre est d'avis que le projet peut entraîner des effets environnementaux négatifs importants à la fois à l'étranger et hors du territoire domanial, le ministre et le ministre des Affaires étrangères peuvent, conformément à l'article 29, renvoyer à un médiateur ou à une commission l'évaluation des effets environnementaux internationaux.

of the project occurring both outside Canada and outside federal lands.

23. (1) The portion of subsection 48(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

48. (1) Where no power, duty or function referred to in section 5 is to be exercised or performed by a federal authority in relation to a project that is to be carried out in Canada and the Minister is of the opinion that the project may cause significant adverse environmental effects on

(1.1) Paragraph 48(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(a.1) a park or park reserve as defined in subsection 2(1) of the *Canada National Parks Act*,

(b) federal lands other than those mentioned in paragraph (a) or (a.1),

(1.2) Section 48 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) In deciding whether or not a project may cause significant adverse environmental effects on a park or park reserve as defined in subsection 2(1) of the *Canada National Parks Act*, the Minister shall take into account its ecological integrity, as that expression is defined in that subsection.

(2) The portion of subsection 48(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Where no power, duty or function referred to in section 5 is to be exercised or performed by a federal authority in relation to a project that is to be carried out on

(2.1) Paragraph 48(3)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) in respect of lands referred to in paragraph (1)(c) or (e) or (2)(b), the party to

23. (1) Le passage du paragraphe 48(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

48. (1) Le ministre peut renvoyer à un médiateur ou à une commission l'évaluation des effets environnementaux d'un projet à l'égard duquel aucune attribution visée à l'article 5 ne doit être exercée par une autorité fédérale, si le projet doit être mis en oeuvre au Canada et peut, à son avis, entraîner des effets environnementaux négatifs importants sur :

(1.1) L'alinéa 48(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a.1) un parc ou une réserve, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les parcs nationaux du Canada*;

b) le territoire domanial, à l'exception des terres visées aux alinéas a) et a.1);

(1.2) L'article 48 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Le ministre, pour décider si un projet peut entraîner des effets environnementaux négatifs importants sur un parc ou une réserve, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les parcs nationaux du Canada*, tient compte des effets que le projet aura sur leur intégrité écologique, au sens de ce paragraphe.

(2) Le passage du paragraphe 48(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) S'il est d'avis qu'un projet à l'égard duquel aucune attribution visée à l'article 5 ne doit être exercée par une autorité fédérale et qui doit être mis en oeuvre sur les terres énumérées ci-après peut entraîner des effets environnementaux négatifs importants à l'extérieur de ces terres, le ministre peut, conformément à l'article 29, renvoyer à un médiateur ou à une commission l'examen de ces effets :

(2.1) L'alinéa 48(3)(c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) à l'égard des terres visées aux alinéas (1)c) ou e) ou (2)b), le peuple ou groupe

Environmental effects of projects carried out on lands of federal interest

Territoire domanial et autre

Ecological integrity

Intégrité écologique

Environmental effects of projects carried out on reserve lands, etc.

Terres d'une réserve et autres

the agreement or claim — or that party's successor — that was, or was acting on behalf of, an aboriginal people or group, or

(3) Subsection 48(5) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (d):

(e) in respect of lands referred to in paragraph (1)(a) or (2)(a), the council of the band for whose use and benefit the reserve has been set apart;

(f) in respect of lands referred to in paragraph (1)(c) or (e) or (2)(b), the party to the agreement or claim — or that party's successor — that was, or was acting on behalf of, an aboriginal people or group; and

(g) in respect of lands that have been set aside for the use and benefit of Indians pursuant to legislation referred to in paragraph (1)(d) or (2)(c), the governing body established by that legislation.

24. Subsections 54(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

(2) Subject to subsection (3), where a federal authority or the Government of Canada on behalf of a federal authority enters into an agreement or arrangement with any government or any person, organization or institution, whether or not part of or affiliated with a government, under which a federal authority exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(b) or 10.1(2)(b) in relation to projects the essential details of which are not specified and that are to be carried out both outside Canada and outside federal lands, the Government of Canada or the federal authority shall ensure, in so far as is practicable and subject to any other such agreement to which the Government of Canada or federal authority is a party, that the agreement or arrangement provides for the assessment of the environmental effects of those projects and that the assessment will be carried out as early as practicable in the planning stages of those projects, before irrevocable decisions are made, in accordance with

(a) this Act and the regulations; or

autochtone, ou son représentant, partie à l'accord ou à la revendication, ou leurs successeurs;

(3) Le paragraphe 48(5) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

e) à l'égard des terres visées aux alinéas (1)a) ou (2)a), au conseil de la bande à l'usage et au profit de laquelle la réserve a été mise de côté;

f) à l'égard des terres visées aux alinéas (1)c) ou e) ou (2)b), au peuple ou groupe autochtone, ou à son représentant, partie à l'accord ou à la revendication, ou à leurs successeurs;

g) à l'égard des terres qui ont été mises de côté à l'usage et au profit des Indiens conformément à une loi visée aux alinéas (1)d) ou (2)c), à l'organisme dirigeant constitué par cette loi.

24. Les paragraphes 54(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le gouvernement du Canada ou toute autorité fédérale veille à ce que les accords que l'autorité fédérale conclut — ou que le gouvernement conclut en son nom — avec soit un gouvernement, soit une personne, un organisme ou une institution, peu importe qu'ils soient ou non affiliés à un gouvernement ou en fassent partie, en vertu desquels une autorité fédérale exerce une attribution visée aux alinéas 5(1)b) ou 10.1(2)b) au titre de projets dont les éléments essentiels ne sont pas déterminés qui doivent être mis en oeuvre à la fois à l'étranger et hors du territoire domaniale, prévoient, dans la mesure du possible, tout en étant compatibles avec les accords dont le Canada ou une autorité fédérale est déjà signataire à leur entrée en vigueur, l'évaluation des effets environnementaux des projets, cette évaluation devant être effectuée le plus tôt possible au stade de leur planification, avant la prise d'une décision irrévocable, conformément à la présente loi et aux règlements ou au processus, compatible avec la présente loi, d'évaluation des effets environ-

1993, c. 34,
s. 37(F)

International
agreement or
arrangement

1993, ch. 34,
art. 37(F)

Accords
internationaux

(b) a process for the assessment of the environmental effects of projects that is consistent with the requirements of this Act and is in effect in the foreign state where the projects are to be carried out.

nementaux de projets applicable dans l'État étranger où ceux-ci doivent être mis en oeuvre.

Exception

(3) For greater certainty, if a federal authority will be required to exercise a power or perform a duty or function referred to in paragraph 5(1)(b) or 10.1(2)(b) — in relation to a project in respect of which an agreement or arrangement referred to in subsection (1) or (2) applies — after the essential details of the project are specified

(3) Il est entendu que, dans les cas où une autorité fédérale est tenue d'exercer une attribution visée aux alinéas 5(1)b) ou 10.1(2)b) relativement aux projets qui font l'objet d'un accord visé aux paragraphes (1) ou (2) après la détermination des éléments essentiels de ces projets, ces paragraphes ne s'appliquent pas à l'accord et les articles 5 ou 10.1 s'appliquent.

Exception

(a) subsection (1) or (2), as the case may be, does not apply in respect of the agreement or arrangement; and

(b) section 5 or 10.1, as the case may be, applies.

1993, c. 34,
s. 38(F)

25. Section 55 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

25. L'article 55 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

1993, ch. 34,
art. 38(F)

CANADIAN ENVIRONMENTAL ASSESSMENT
REGISTRY

REGISTRE CANADIEN D'ÉVALUATION
ENVIRONNEMENTALE

Establishment of Registry

Établissement du registre

Canadian
Environmental
Assessment
Registry

55. (1) For the purpose of facilitating public access to records relating to environmental assessments and providing notice in a timely manner of the assessments, there shall be a registry called the Canadian Environmental Assessment Registry, consisting of an Internet site and project files.

55. (1) Afin de faciliter l'accès du public aux documents relatifs aux évaluations environnementales et de notifier celles-ci en temps opportun, est établi le registre canadien d'évaluation environnementale formé, d'une part, d'un site Internet et, d'autre part, des dossiers de projet.

Registre
canadien
d'évaluation
environnementaleRight of
access

(2) The Registry shall be operated in a manner to ensure convenient public access to it. This right of access to the Registry is in addition to any right of access provided under any other Act of Parliament.

(2) Le registre est maintenu de façon à en assurer l'accès facile au public. Ce droit d'accès existe indépendamment de tout droit d'accès prévu par toute autre loi fédérale.

Droit d'accès

Copy

(3) For the purpose of facilitating public access to records included in the Registry, in the case of a screening or comprehensive study, the federal environmental assessment coordinator and, in any other case, the Agency shall ensure that a copy of any such record is provided in a timely manner on request.

(3) Afin de faciliter l'accès du public aux documents versés au registre, le coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale, dans le cas d'un examen préalable et d'une étude approfondie, et l'Agence, dans les autres cas, veillent à ce que soit fourni, sur demande et en temps opportun, une copie de tout tel document.

Copie

Internet Site

Site Internet

Establishment
and
maintenance

55.1 (1) The Agency shall, in accordance with this Act and the regulations, establish and maintain an Internet site to be generally accessible through what is commonly referred to as the Internet.

55.1 (1) L'Agence établit et tient, conformément à la présente loi et aux règlements, un site généralement accessible sur le réseau communément appelé Internet.

Établissement
et tenue du
site Internet

Contents

(2) Subject to subsection 55.5(1), the Internet site shall include

(a) within 14 days after the commencement of an environmental assessment, notice of its commencement, except where a class screening report is used under subsection 19(5) or (6);

(b) an agreement contemplated by subsection 12.4(3);

(c) a description of the scope of the project in relation to which an environmental assessment is to be conducted, as determined under section 15;

(d) a statement of the projects in respect of which a class screening report is used under subsection 19(5) or (6);

(e) any declaration referred to in subsection 19(4) and the report to which it relates or a description of how a copy of the report may be obtained, and any declaration referred to in subsection 19(9);

(f) notice of termination of an environmental assessment by a responsible authority under section 26;

(g) notice of termination of an environmental assessment by the Minister under section 27;

(h) any public notices that are issued by responsible authorities or the Agency to request public input into an environmental assessment;

(i) notice of a decision of the Minister to refer a project under paragraph 21.1(1)(a);

(j) where the responsible authority, in accordance with subsection 18(3), gives the public an opportunity to participate in the screening of a project or where the Minister, under paragraph 21.1(1)(a), refers a project to the responsible authority to continue a comprehensive study, a description of the

(2) Sont versés au site Internet, sous réserve du paragraphe 55.5(1) :

a) dans les quatorze jours suivant le début de l'évaluation environnementale, avis du début de l'évaluation, sauf si l'autorité responsable utilise un rapport d'examen préalable type en vertu des paragraphes 19(5) ou (6);

b) l'entente visée au paragraphe 12.4(3);

c) la description de la portée, déterminée au titre de l'article 15, du projet à l'égard duquel l'évaluation environnementale doit être effectuée;

d) le relevé des projets à l'égard desquels une autorité responsable utilise un rapport d'examen préalable type en vertu des paragraphes 19(5) ou (6);

e) toute désignation faite dans le cadre du paragraphe 19(4), avec le rapport ou une indication de la façon d'en obtenir copie, de même que toute déclaration faite dans le cadre du paragraphe 19(9);

f) avis de la décision de l'autorité responsable de mettre fin à l'évaluation environnementale au titre de l'article 26;

g) avis de la décision du ministre de mettre fin à l'évaluation environnementale au titre de l'article 27;

h) avis public lancé par l'autorité responsable ou l'Agence sollicitant la participation du public à l'évaluation environnementale;

i) avis de la décision du ministre de renvoyer le projet au titre de l'alinéa 21.1(1)a);

j) dans le cas où l'autorité responsable donne, au titre du paragraphe 18(3), la possibilité au public de participer à l'examen préalable ou dans le cas où le ministre renvoie, au titre de l'alinéa 21.1(1)a), le projet à l'autorité responsable pour qu'elle

Contenu

factors to be taken into consideration in the environmental assessment and of the scope of those factors or an indication of how such a description may be obtained;

(k) the screening or comprehensive study report taken into consideration by a responsible authority for the purpose of a decision under section 20 or 37 or a description of how a copy of the report may be obtained, except where a class screening report is used under subsection 19(5) or (6);

(l) an environmental assessment decision statement under subsection 23(1) and any request made under subsection 23(2);

(m) notice of the referral of a project to a mediator or review panel;

(n) the terms of reference of a mediation or a review panel;

(o) if the Minister has ordered the conclusion of a mediation under subsection 29(4), notice of the order;

(p) a report of a mediator or review panel or a summary of the report;

(q) a response under paragraph 37(1.1)(a) to the report of a mediator or review panel;

(r) except where a class screening report is used under subsection 19(5) or (6), the decision of a responsible authority, made under section 20 or 37 concerning the environmental effects of the project, and a statement of any mitigation measures the implementation of which the responsible authority took into account in making its decision;

(s) a notice stating whether or not, pursuant to subsection 38(1), a follow-up program for the project is considered appropriate;

(t) a description summarizing any follow-up program and its results or an indication of how a full description of the program and its results may be obtained;

(u) any other information that the responsible authority or the Agency, as the case may be, considers appropriate, including information in the form of a list of relevant documents in which case a description of

poursuive l'étude approfondie, une description des éléments à prendre en compte dans le cadre de l'évaluation environnementale et de la portée de ceux-ci ou une indication de la façon d'obtenir copie de cette description;

k) le rapport d'examen préalable ou de l'étude approfondie sur lequel se fonde la décision de l'autorité responsable au titre des articles 20 ou 37 — ou une indication de la façon d'en obtenir copie —, sauf si l'autorité responsable utilise un rapport d'examen préalable type en vertu des paragraphes 19(5) ou (6);

l) la déclaration que fait le ministre en application du paragraphe 23(1) et toute demande faite au titre du paragraphe 23(2);

m) avis de renvoi du projet à la médiation ou à l'examen par une commission;

n) le mandat du médiateur ou de la commission;

o) avis, le cas échéant, de la décision du ministre de mettre fin à la médiation au titre du paragraphe 29(4);

p) le rapport du médiateur ou de la commission, ou un résumé du rapport;

q) la suite à donner, au titre du paragraphe 37(1.1), au rapport du médiateur ou de la commission;

r) sauf si l'autorité responsable utilise un rapport d'examen préalable type en vertu des paragraphes 19(5) ou (6), la décision prise par celle-ci en application des articles 20 ou 37 relativement aux effets environnementaux du projet et la mention des mesures d'atténuation dont elle a tenu compte dans le cadre de sa décision;

s) avis indiquant si, au terme de l'examen visé au paragraphe 38(1), le programme de suivi est jugé opportun;

t) la description sommaire du programme de suivi et de ses résultats ou une indication de la façon d'obtenir copie de la description complète du programme et de ses résultats;

u) tout autre renseignement, notamment sous la forme d'une liste de docu-

how they may be obtained shall be provided; and

(v) any other record or information prescribed under paragraph 59(h.1).

ments — accompagnée, dans ce cas, d'une indication de la façon d'obtenir copie de ceux-ci —, que l'autorité responsable ou l'Agence, selon le cas, juge indiqué;

v) tout autre document ou renseignement prévu par règlement pris en vertu de l'alinéa 59h.1).

Form and manner of Internet site

(3) The Agency shall determine and notify the public

(a) what the form of the Internet site is to be and how it is to be kept;

(b) how records and information are to be included in it;

(c) what information must be contained in any record referred to in subsection (2);

(d) what records and information are to be included in the Internet site, in addition to any record referred to in subsection (2);

(e) when information must be included in the Internet site;

(f) when information may be removed from the Internet site; and

(g) how access to the Internet site is to be provided.

(3) L'Agence décide et avise le public :

a) des modalités de forme et de tenue du site Internet;

b) des modalités selon lesquelles les documents et renseignements doivent y être versés;

c) des renseignements qui doivent se trouver dans les documents visés au paragraphe (2);

d) des documents et renseignements à verser au site Internet en plus des documents visés au paragraphe (2);

e) du moment où les renseignements doivent être versés au site Internet;

f) du moment où les documents peuvent être retirés du site Internet;

g) des modalités d'accès au site Internet.

Modalités de forme et de contenu

Duty to contribute records — Agency

55.2 (1) The Agency shall ensure that the records referred to in paragraphs 55.1(2)(b), (e), (i) and (l) are included in the Internet site.

55.2 (1) L'Agence veille à ce que soient versés au site Internet les documents visés aux alinéas 55.1(2)b), e), i) et l).

Responsabilité à l'égard du site Internet : Agence

In the case of mediation or review panel

(2) The Agency shall, in the case of a mediation or an assessment by a review panel, ensure that the records referred to in paragraphs 55.1(2)(c), (g), (h), (m), (n), (o), (p), (q) and (u) and any record or information referred to in paragraph 55.1(2)(v) are included in the Internet site.

(2) Elle veille également à ce que, dans le cas d'une médiation ou d'un examen par une commission, les documents visés aux alinéas 55.1(2)c), g), h), m), n), o), p), q) et u) y soient versés, de même que, le cas échéant, les documents et renseignements visés à l'alinéa 55.1(2)v).

Cas de médiation et d'examen par une commission

Duty to contribute records — responsible authorities

55.3 (1) A responsible authority shall ensure that the records referred to in paragraphs 55.1(2)(a), (f), (j), (k), (r), (s) and (t) and, in the case of a screening or a comprehensive study, the records referred to in paragraphs 55.1(2)(c), (h) and (u) and any record or information referred to in paragraph 55.1(2)(v), are included in the Internet site.

55.3 (1) L'autorité responsable veille à ce que soient versés au site Internet les documents visés aux alinéas 55.1(2)a), f), j), k), r), s) et t). Elle veille également à ce que, dans le cas d'un examen préalable ou d'une étude approfondie, les documents visés aux alinéas 55.1(2)c), h) et u) y soient versés, de même que les documents et renseignements visés à l'alinéa 55.1(2)v).

Responsabilité à l'égard du site Internet : autorité responsable

Statement —
paragraph
55.1(2)(d)

(2) A responsible authority shall ensure that the statement referred to in paragraph 55.1(2)(d) is included in the Internet site every three months or with any other greater frequency to which it agrees with the Agency.

(2) Elle veille également à ce que les relevés visés à l'alinéa 55.1(2)d) y soient versés trimestriellement ou selon la fréquence plus élevée dont elle convient avec l'Agence.

Relevés :
al. 55.1(2)d)

Time for
inclusion
of report

(3) A screening report referred to in paragraph 55.1(2)(k) or a description of how a copy of it may be obtained shall be included in the Internet site not later than the decision referred to in paragraph 55.1(2)(r) that is based on the report, unless otherwise authorized by the Agency.

(3) Sauf autorisation contraire de l'Agence, le rapport d'examen préalable ou de l'étude approfondie visé à l'alinéa 55.1(2)k) — ou une indication de la façon d'en obtenir copie — doit être versé au site Internet avant la décision connexe visée à l'alinéa 55.1(2)r) ou en même temps qu'elle.

Règle relative
au versement
de certains
documents

Project Files

Dossiers de projet

Establishment
and
maintenance

55.4 (1) In respect of every project for which an environmental assessment is conducted, a project file shall be established and maintained, in accordance with this Act and the regulations,

55.4 (1) Les dossiers de projet sont établis et tenus conformément à la présente loi et aux règlements à l'égard de chacun des projets pour lesquels une évaluation environnementale est effectuée :

Établissement
et tenue des
dossiers de
projet

(a) by the responsible authority from the commencement of the environmental assessment until any follow-up program in respect of the project is completed; and

a) par l'autorité responsable dès le début de l'évaluation environnementale et jusqu'à ce que le programme de suivi soit terminé;

(b) where the project is referred to a mediator or a review panel, by the Agency from the appointment of the mediator or the members of the review panel until the report of the mediator or review panel is submitted to the Minister.

b) par l'Agence, dans les cas où une médiation ou un examen par une commission est effectué, dès la nomination du médiateur ou des membres de la commission et jusqu'au moment de la remise du rapport au ministre.

Contents of
project file

(2) Subject to subsection 55.5(1), a project file shall contain all records produced, collected or submitted with respect to the environmental assessment of the project, including

(2) Sous réserve du paragraphe 55.5(1), chaque dossier de projet contient tous les documents produits, recueillis ou reçus relativement à l'évaluation environnementale du projet, notamment :

Contenu des
dossiers de
projet

(a) all records included in the Internet site;

a) les documents versés au site Internet;

(b) any report relating to the assessment;

b) tout rapport relatif à l'évaluation environnementale;

(c) any comments filed by the public in relation to the assessment;

c) toute observation du public à l'égard de l'évaluation;

(d) any records relating to the need for, design of or implementation of any follow-up program; and

d) tous les documents préparés pour l'examen de l'opportunité d'un programme de suivi et pour l'élaboration et l'application d'un tel programme;

(e) any documents requiring mitigation measures to be implemented.

e) tous les documents exigeant l'application de mesures d'atténuation.

General

Dispositions générales

Categories of information that may be made publicly available

55.5 (1) The Registry shall contain a record, part of a record or information only if

(a) it has otherwise been made publicly available; or

(b) the responsible authority, in the case of a record under its control, or the Minister, in the case of a record under the Agency's control,

(i) determines that it would have been disclosed to the public in accordance with the *Access to Information Act* if a request had been made in respect of that record under that Act at the time the record came under the control of the responsible authority or the Agency, including any record that would be disclosed in the public interest pursuant to subsection 20(6) of that Act, or

(ii) believes on reasonable grounds that it would be in the public interest to disclose it because it is required for the public to participate effectively in the environmental assessment — other than any record the disclosure of which would be prohibited under section 20 of the *Access to Information Act*.

(2) Sections 27, 28 and 44 of the *Access to Information Act* apply to any information described in subsection 27(1) of that Act that the Agency or a responsible authority intends be included in the Registry with any modifications that the circumstances require, including the following:

(a) the information is deemed to be a record that the head of a government institution intends to disclose; and

(b) any reference to the person who requested access shall be disregarded.

Applicability of sections 27, 28 and 44 of *Access to Information Act* to third party information

55.5 (1) Le registre ne comporte que les documents, parties de document ou renseignements :

a) qui ont par ailleurs été rendus publics;

b) dont, de l'avis de l'autorité responsable, dans le cas de documents qu'elle contrôle, ou de l'avis du ministre, dans le cas de documents que l'Agence contrôle :

(i) soit la communication serait faite conformément à la *Loi sur l'accès à l'information* si une demande en ce sens était faite aux termes de celle-ci au moment où l'autorité responsable ou l'Agence prend le contrôle des documents, y compris les documents qui seraient communiqués dans l'intérêt public aux termes du paragraphe 20(6) de cette loi,

(ii) soit il existe des motifs raisonnables de croire qu'il serait d'intérêt public de les communiquer parce qu'ils sont nécessaires à une participation efficace du public à l'évaluation environnementale, à l'exception des documents contenant des renseignements dont la communication doit être refusée en vertu de l'article 20 de la *Loi sur l'accès à l'information*.

(2) Sous réserve des adaptations nécessaires, notamment de celles qui suivent, les articles 27, 28 et 44 de la *Loi sur l'accès à l'information* s'appliquent à tout renseignement visé au paragraphe 27(1) de cette loi que l'Agence ou l'autorité responsable a l'intention de faire verser au registre :

a) ce renseignement est réputé constituer un document que le responsable d'une institution fédérale a l'intention de communiquer;

b) il ne doit pas être tenu compte des mentions de la personne qui fait la demande de communication des renseignements.

Genre d'information disponible

Application des art. 27, 28 et 44 de la *Loi sur l'accès à l'information*

Deemed application

(3) This section applies with respect to a responsible authority that is a parent Crown corporation but is not a government institution within the meaning of the *Access to Information Act* as if it were such a government institution.

(3) Le présent article s'applique aux autorités responsables qui sont des sociétés d'État mères mais non des institutions fédérales au sens de la *Loi sur l'accès à l'information* comme si elles étaient de telles institutions.

Précision

Protection from civil proceeding or prosecution

55.6 Notwithstanding any other Act of Parliament, no civil or criminal proceedings lie against a responsible authority, the Agency or the Minister, or against any person acting on behalf of them or under their direction, or against a director or officer of a Crown corporation to which this Act applies and no proceedings lie against the Crown, the Agency or any responsible authority, for the disclosure in good faith of any record or any part of a record pursuant to this Act or for any consequences that flow from that disclosure or for the failure to give any notice required under section 27 or 28 of the *Access to Information Act* if reasonable care is taken to give the required notice.

55.6 Malgré toute autre loi fédérale, l'autorité responsable, l'Agence ou le ministre et les personnes qui agissent en leur nom ou sous leur autorité, ainsi que les administrateurs et les dirigeants des sociétés d'État auxquelles la présente loi s'applique, bénéficient de l'immunité en matière civile ou pénale, et la Couronne, l'Agence ainsi que les autorités responsables bénéficient de l'immunité devant toute juridiction, pour la communication totale ou partielle d'un document faite de bonne foi en vertu de la présente loi ainsi que pour les conséquences qui en découlent; ils bénéficient également de l'immunité dans les cas où, ayant fait preuve de la diligence nécessaire, ils n'ont pu donner les avis prévus aux articles 27 et 28 de la *Loi sur l'accès à l'information*.

Immunité

26. The heading before section 56 of the Act is replaced by the following:

26. L'intertitre précédant l'article 56 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

RELEVANT INFORMATION

INFORMATION PERTINENTE

27. The Act is amended by adding the following after section 56:

27. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 56, de ce qui suit :

56.1 Federal authorities and persons and bodies referred to in sections 8 to 10 shall, if requested to do so by the Agency, provide the Agency with any information respecting the assessments whose conduct they ensure under this Act that the Agency considers necessary in support of a quality assurance program that it establishes.

56.1 Les autorités fédérales et les personnes ou organismes visés à l'un ou l'autre des articles 8 à 10 fournissent à l'Agence, sur demande, les renseignements concernant toute évaluation dont ils veillent à la réalisation sous le régime de la présente loi que l'Agence estime utiles à l'appui d'un programme d'assurance de la qualité mis sur pied à son initiative.

Renseignements nécessaires pour le programme d'assurance de la qualité

Information required in support of quality assurance program

28. (1) Subsection 58(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (g), by adding the word "and" at the end of paragraph (h) and by adding the following after paragraph (h):

28. (1) Le paragraphe 58(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa h), de ce qui suit :

(i) make regulations prescribing any project or class of projects for which a comprehensive study is required where the Minister is satisfied that the project or any project

i) prendre des règlements désignant des projets ou des catégories de projets pour lesquels une étude approfondie est obligatoire, s'il est convaincu que ceux-ci sont susceptibles d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants.

within that class is likely to have significant adverse environmental effects.

1994, c. 46,
s. 4(2)

(2) Subsection 58(1.1) of the Act is replaced by the following:

Participant
funding

(1.1) For the purposes of this Act, the Minister shall establish a participant funding program to facilitate the participation of the public in comprehensive studies, mediations and assessments by review panels established under either subsection 33(1) or 40(2).

29. (1) Section 59 of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

(a.1) respecting the duties and functions of the federal environmental assessment coordinator, and respecting the selection or designation of the coordinator;

1993, c. 34,
s. 40(1)(F)

(2) Paragraph 59(c) of the Act is replaced by the following:

(c) exempting any projects or classes of projects from the requirement to conduct an assessment under this Act that

- (i) in the opinion of the Governor in Council, ought not to be assessed for reasons of national security,
- (ii) in the case of projects in relation to physical works, in the opinion of the Governor in Council, have insignificant environmental effects, or
- (iii) have a total cost below a prescribed amount and meet prescribed environmental conditions;

(c.1) exempting, in replacement of exemptions made under paragraph (c), in relation to any Crown corporation to which this Act applies or in relation to the Canadian International Development Agency, any projects or classes of projects to be carried out outside Canada and any federal lands from the requirement to conduct an environmental assessment under this Act that

- (i) in the opinion of the Governor in Council, ought not to be assessed for reasons of national security,
- (ii) in the case of projects in relation to a physical work, in the opinion of the Governor in Council, have insignificant environmental effects, or

(2) Le paragraphe 58(1.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 46,
par. 4(2)

(1.1) Le ministre crée, pour l'application de la présente loi, un programme d'aide financière pour faciliter la participation du public aux études approfondies, aux médiations et aux examens par une commission constituée dans le cadre des paragraphes 33(1) ou 40(2).

Fonds de
participation

29. (1) L'article 59 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) régir les attributions du coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale et la façon dont il est désigné;

(2) L'alinéa 59c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 34,
par. 40(1)(F)

c) soustraire à l'évaluation exigée par la présente loi des projets ou des catégories de projets :

- (i) dont, à son avis, l'évaluation ne serait pas indiquée pour des raisons de sécurité nationale,
- (ii) qui sont liés à un ouvrage et dont, à son avis, les effets environnementaux ne sont pas importants,
- (iii) qui remplissent les conditions de nature environnementale prévues par règlement et dont le coût total est en-deçà du seuil réglementaire;

c.1) en remplacement des projets ou catégories de projets visés à l'alinéa c) et à l'égard des sociétés d'État auxquelles la présente loi s'applique ou de l'Agence canadienne de développement international, soustraire à l'évaluation environnementale prévue à la présente loi des projets ou catégories de projets devant être réalisés à l'extérieur du Canada et du territoire domaniale :

- (i) dont, à son avis, l'évaluation ne serait pas indiquée pour des raisons de sécurité nationale,
- (ii) qui sont liés à un ouvrage et dont, à son avis, les effets environnementaux ne sont pas importants,

(iii) have a total cost below a prescribed amount and meet prescribed environmental conditions;

(2.1) Paragraph 59(d) of the Act is repealed.

(2.2) Paragraph 59(f) of the Act is replaced by the following:

(f) prescribing, for the purposes of paragraph 5(1)(d), the provisions of any Act of Parliament or any instrument made under an Act of Parliament;

(3) Paragraph 59(h) of the Act is replaced by the following:

(h) respecting the dissemination by responsible authorities of information relating to projects and the environmental assessment of projects and the establishment, maintenance and operation of project files referred to in section 55.4, including facilities to enable the public to examine physical or electronic records contained in the files, the time and manner in which those records may be examined or copied by the public and the transfer and retention of those records after the completion of any follow-up program;

(h.1) prescribing records or information to be included in the Internet site by the Agency or a responsible authority;

(h.2) respecting the charging of fees for providing copies of documents contained in the Registry;

(h.3) for the purposes of subsection 38(1) or (2) or 53(1), prescribing the manner of designing a follow-up program;

(3.1) Subparagraph 59(i)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) projects to be carried out outside Canada and either outside of federal lands or on federal lands described in paragraph (a) of the definition “federal lands” in subsection 2(1),

(iii) qui remplissent les conditions de nature environnementale que prévoit le règlement et dont le coût total est en-deçà du seuil réglementaire;

(2.1) L’alinéa 59d) de la même loi est abrogé.

(2.2) L’alinéa 59f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) déterminer, pour l’application de l’alinéa 5(1)d), des dispositions de toute loi fédérale ou de textes pris sous son régime;

(3) L’alinéa 59h) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

h) régir la communication par les autorités responsables de l’information relative aux projets et à l’évaluation environnementale de ceux-ci, et l’établissement et la tenue des dossiers de projet visés à l’article 55.4, y compris les installations nécessaires pour permettre au public de consulter ces dossiers — que ceux-ci soient constitués de documents physiques ou informatiques —, les heures et les modalités de consultation et de reproduction des dossiers, ainsi que le transfert et la garde des documents une fois terminé le programme de suivi;

h.1) désigner les documents et renseignements devant être versés dans le site Internet par l’Agence ou l’autorité responsable;

h.2) régir le prix à payer pour obtenir copie de tout document versé au registre;

h.3) pour l’application des paragraphes 38(1) ou (2) ou 53(1), prévoir les modalités applicables à l’élaboration de programmes de suivi;

(3.1) Le sous-alinéa 59i)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) projets à réaliser à l’extérieur du Canada, soit à l’extérieur du territoire domanial, soit sur la partie du territoire domanial visée à l’alinéa a) de la définition de ce terme au paragraphe 2(1),

1993, c. 34,
s. 40(2)(F);
1998, c. 10,
s. 166

(4) Paragraphs 59(j) to (l) of the Act are replaced by the following:

(i.1) prescribing, in the case of projects that are to be carried out outside Canada and any federal lands and that are subject to an environmental assessment whose conduct a Crown corporation to which this Act applies must ensure, in prescribed circumstances or on any prescribed terms and conditions,

(i) federal authorities that, notwithstanding subsection 5(1), are not required to conduct environmental assessments of those projects, and

(ii) federal authorities for whom the requirements under this Act in respect of those projects, other than those set out in subsections 20(1) and 37(1), are deemed to be satisfied by the environmental assessment of those projects whose conduct the Crown corporation ensures;

(i.2) for the purposes of subparagraph (i.1)(ii), varying subsection 20(1) or 37(1) in its application to federal authorities prescribed under that subparagraph in the case of projects that are to be carried out outside Canada and outside any federal lands;

(j) for the purposes of section 8, designating Crown corporations that are not federal authorities individually or by class and respecting the manner in which those corporations or classes of corporations conduct environmental assessments of, and follow-up programs for, projects, as well as any action to be taken in respect of projects during the assessment process, which manners and actions may vary by corporation or class of corporation;

(j.1) for the purposes of section 8, respecting the application to a Crown corporation that is designated, or is a member of a class that is designated, under a regulation made under paragraph (j) of the laws from time to time in force in any province;

(j.2) varying or excluding any procedure or requirement of this Act or the regulations as

(4) Les alinéas 59j) à l) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

i.1) à l'égard des projets à réaliser à l'extérieur du Canada et du territoire domanial et qui font l'objet d'une évaluation environnementale à laquelle doit veiller une société d'État à laquelle la présente loi s'applique, dans les circonstances ou aux conditions prévues par règlement, désigner :

(i) les autorités fédérales qui, malgré le paragraphe 5(1), ne sont pas tenues d'effectuer une évaluation environnementale,

(ii) les autorités fédérales à l'égard desquelles les exigences prévues par la présente loi à l'égard de ces projets — autres que les exigences prévues aux paragraphes 20(1) ou 37(1) — sont réputées satisfaites par la réalisation de l'évaluation environnementale à laquelle veille la société d'État;

i.2) pour l'application du sous-alinéa i.1)(ii), modifier les paragraphes 20(1) et 37(1) à l'égard des autorités fédérales qui y sont visées dans le cas de projets à réaliser à l'extérieur du Canada et du territoire domanial;

j) pour l'application de l'article 8, désigner des sociétés d'État qui ne sont pas des autorités fédérales, individuellement ou par catégories, régir les modalités d'évaluation environnementale et celles des programmes de suivi des projets, de même que toute mesure qui doit être prise à l'égard des projets au cours du processus d'évaluation — ces modalités et mesures pouvant varier selon les sociétés ou catégories de sociétés visées;

j.1) pour l'application de l'article 8, régir l'application du droit provincial en vigueur au moment de l'évaluation aux sociétés d'État ou aux catégories de sociétés d'État désignées par règlement pris au titre de l'alinéa j);

j.2) modifier ou exclure toute procédure ou exigence prévue par la présente loi ou ses

1993, ch. 34,
par. 40(2)(F);
1998, ch. 10,
art. 166

it applies to Crown corporations that are federal authorities, individually or by class;

(j.3) for projects to be carried out outside Canada and any federal lands, prescribing, in relation to Crown corporations to which this Act applies, any physical activity or class of physical activities in replacement of those prescribed under paragraph (b);

(k) for the purposes of section 9, respecting the manner of conducting environmental assessments of, and follow-up programs for, projects, as well as any action to be taken in respect of projects during the assessment process and, for those purposes, respecting the application of the laws from time to time in force in any province;

(k.1) prescribing the provisions of any Act of Parliament or any regulation made pursuant to an Act of Parliament that confer powers, duties or functions on a person or body referred to in subsection 9(1), the exercise or performance of which requires an environmental assessment under paragraph 9(2)(d);

(k.2) prescribing the circumstances in which an environmental assessment of a project to be carried out in whole or in part on federal lands must be conducted under paragraph 9(2)(e);

(k.3) for the purpose of section 9.1, prescribing by class authorities other than federal authorities and respecting the manner in which those classes of authorities shall conduct environmental assessments of, and follow-up programs for, projects, as well as any action to be taken in respect of projects during the assessment process — which manners and actions may vary by class of authority — and, for those purposes, respecting the application of the laws from time to time in force in any province;

(k.4) prescribing the provisions of any Act of Parliament or any regulation made pursuant to an Act of Parliament that confer powers, duties or functions on an authority prescribed in regulations made under paragraph (k.3), the exercise or performance of

règlements pour son application aux sociétés d'État mères qui sont des autorités fédérales, individuellement ou par catégories;

j.3) à l'égard des projets à réaliser à l'extérieur du Canada et du territoire domanial et à l'égard des sociétés d'État auxquelles la présente loi s'applique, désigner une activité concrète ou une catégorie d'activités concrètes, en remplacement de celles qui sont désignées en vertu de l'alinéa b);

k) pour l'application de l'article 9, régir les modalités des évaluations environnementales et celles des programmes de suivi des projets, régir toute mesure qui doit être prise à l'égard des projets au cours du processus d'évaluation et, à ces fins, régir l'application du droit provincial en vigueur au moment de l'évaluation;

k.1) déterminer les dispositions législatives ou réglementaires fédérales prévoyant les attributions des personnes ou organismes visés au paragraphe 9(1) dont l'exercice rend nécessaire une évaluation environnementale au titre de l'alinéa 9(2)d);

k.2) prévoir les cas où, pour l'application de l'alinéa 9(2)e), une évaluation environnementale doit être effectuée pour un projet devant être mis en oeuvre, en tout ou en partie, sur un territoire domanial;

k.3) désigner, par catégories, les autorités, autres que des autorités fédérales, auxquelles s'applique l'article 9.1, régir les modalités des évaluations environnementales et celles des programmes de suivi des projets, de même que toute mesure qui doit être prise à l'égard des projets au cours du processus d'évaluation — ces modalités et mesures pouvant varier selon les catégories d'autorités visées — et, à ces fins, régir l'application du droit provincial en vigueur au moment de l'évaluation;

k.4) déterminer les dispositions législatives ou réglementaires fédérales prévoyant les attributions des autorités désignées en vertu de l'alinéa k.3) relativement à un projet dont l'exercice rend nécessaire une évaluation environnementale au titre de l'alinéa 9.1(2)d);

which requires an environmental assessment under paragraph 9.1(2)(d);

(k.5) for the purposes of paragraph 9.1(2)(e), prescribing the circumstances in which an environmental assessment of a project to be carried out in whole or in part on federal lands must be conducted, and specifying the right or interest that the authority prescribed in regulations made under paragraph (k.3) must have in the federal lands;

(l) for the purposes of section 10, designating bands individually or by category and respecting the manner of conducting environmental assessments of, and follow-up programs for, projects that are to be carried out in whole or in part on a reserve that is set apart for the use and benefit of a designated band and that is subject to the *Indian Act*, as well as any action to be taken in respect of projects during the assessment process, which manners and actions may vary by band or category of band;

(l.001) prescribing, for the purposes of paragraph 10(1)(c), provisions of any Act of Parliament or any instrument made under an Act of Parliament that confer powers, duties or functions on a band council;

(l.01) for the purposes of section 10.1,

(i) varying the definition “project” in subsection 2(1),

(ii) respecting the manner of conducting environmental assessments of, and follow-up programs for, projects for which the Canadian International Development Agency exercises a power or performs a duty or function referred to in subsection 10.1(2) and respecting any action to be taken in respect of those projects during the assessment process,

(iii) providing that, in the case of a project in respect of which an agreement or arrangement entered into by the Canadian International Development Agency in accordance with subsection 54(2) applies, no environmental assessment need be carried out by that agency,

k.5) pour l’application de l’alinéa 9.1(2)e), prévoir le cas où une évaluation environnementale doit être effectuée pour un projet devant être mis en oeuvre, en tout ou en partie, sur un territoire domanial et préciser les droits ou intérêts que l’autorité désignée en vertu de l’alinéa k.3) doit avoir sur le territoire domanial;

l) pour l’application de l’article 10, régir les modalités des évaluations environnementales et celles des programmes de suivi des projets réalisés en tout ou en partie sur une réserve mise de côté à l’usage et au profit d’une bande visée, individuellement ou par catégorie, par le règlement et assujettie à la *Loi sur les Indiens*, et régir toute mesure qui doit être prise à l’égard des projets au cours du processus d’évaluation, ces modalités et mesures pouvant varier selon les bandes ou catégories de bandes visées;

l.001) déterminer, pour l’application de l’alinéa 10(1)c), les dispositions de toute loi fédérale ou de ses textes d’application prévoyant les attributions d’un conseil de bande;

l.01) pour l’application de l’article 10.1 :

(i) modifier la définition de « projet », au paragraphe 2(1),

(ii) régir les modalités des évaluations environnementales et celles des programmes de suivi des projets à l’égard desquels l’Agence canadienne de développement international exerce une attribution au titre du paragraphe 10.1(2), de même que toute mesure devant être prise à l’égard de ces projets au cours du processus d’évaluation,

(iii) prévoir qu’aucune obligation d’effectuer une évaluation environnementale n’incombe à l’Agence canadienne de développement international à l’égard de tout projet visé par un accord prévu au paragraphe 54(2) auquel elle est partie,

(iv) modifier ou exclure tout ou partie de l’article 54 pour l’application de celui-ci à l’Agence canadienne de développement international,

(iv) varying or excluding any of the provisions of section 54 in their application to the Canadian International Development Agency, or

(v) providing for the application of section 55.6 to the Canadian International Development Agency as if it were a responsible authority;

l.02) varying or excluding any of the provisions of sections 55 to 55.5 in their application to the Canadian International Development Agency;

l.03) prescribing, for the purposes of subsection 18(3), circumstances in which a responsible authority shall give the public an opportunity to participate in the screening;

30. Section 62 of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (d) and by replacing paragraph (e) with the following:

(e) to promote, monitor and facilitate compliance with this Act and the regulations;

(f) to promote and monitor the quality of assessments conducted under this Act;

(g) to ensure an opportunity for timely public participation in the environmental assessment process; and

(h) to engage in consultation with aboriginal peoples on policy issues related to this Act.

31. (1) Subsection 63(1) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (b), by adding the word “and” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(d) establish and lead a quality assurance program for assessments conducted under this Act.

(1.1) Subsection 63(2) of the Act is amended by adding the following after paragraph (b):

(b.1) coordinate the development of a response to a report required under paragraph 37(1.1)(a);

(v) rendre l'article 55.6 applicable à l'Agence canadienne de développement international comme si elle était une autorité responsable;

l.02) modifier ou exclure tout ou partie des articles 55 à 55.5 pour l'application de ceux-ci à l'Agence canadienne de développement international;

l.03) pour l'application du paragraphe 18(3), prévoir les cas où l'autorité responsable est tenue de donner au public la possibilité de participer à l'examen préalable;

30. L'alinéa 62e) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

e) de promouvoir, de surveiller et de faciliter l'observation de la présente loi et de ses règlements;

f) de promouvoir et de contrôler la qualité des évaluations effectuées sous le régime de la présente loi;

g) de veiller à ce que le public ait la possibilité de participer au processus d'évaluation environnementale en temps opportun;

h) de tenir des consultations avec les peuples autochtones au sujet des questions de politique liées à la présente loi.

31. (1) Le paragraphe 63(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

d) établit et dirige un programme d'assurance de la qualité pour les évaluations effectuées sous le régime de la présente loi.

(1.1) Le paragraphe 63(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

b.1) coordonner l'élaboration de la suite à donner au rapport au titre du paragraphe 37(1.1);

(2) Subsection 63(2) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (d) and by adding the following after paragraph (e):

(f) assist parties in building consensus and resolving disputes; and

(g) request federal authorities, and persons and bodies referred to in sections 8 to 10, to provide information respecting assessments that they conduct under this Act.

(2) Le paragraphe 63(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa e), de ce qui suit :

f) aider les parties à parvenir à un consensus et favoriser le règlement de leur différend;

g) demander aux autorités fédérales, et aux personnes ou organismes visés à l’un ou l’autre des articles 8 à 10, qu’ils lui fournissent tout renseignement concernant une évaluation effectuée sous le régime de la présente loi.

REVIEW AND REPORT

Review

32. (1) Within seven years after this Act receives royal assent, a comprehensive review of the provisions and operation of the *Canadian Environmental Assessment Act* shall be undertaken by such committee of the Senate, of the House of Commons or of both Houses of Parliament as may be designated or established by the Senate or the House of Commons, or by both Houses of Parliament, as the case may be, for that purpose.

Report

(2) The committee referred to in subsection (1) shall, within a year after a review is undertaken pursuant to that subsection or within such further time as may be authorized by the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament, as the case may be, submit a report on the review to Parliament, including a statement of any changes that the committee recommends.

TRANSITIONAL PROVISION

Non-application of amended provisions to assessments already commenced

33. Any environmental assessment or assessment of the environmental effects of a project commenced under the *Canadian Environmental Assessment Act* before this section comes into force shall be continued and completed as if this Act had not been enacted.

COMING INTO FORCE

Coming into force

34. The provisions of this Act, other than section 32, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

EXAMEN ET RAPPORT

Examen

32. (1) Dans les sept ans suivant la sanction de la présente loi, un examen approfondi des dispositions et de l’application de la *Loi canadienne sur l’évaluation environnementale* doit être fait par le comité soit du Sénat, soit de la Chambre des communes, soit mixte, que le Parlement ou la chambre en question, selon le cas, désigne ou constitue à cette fin.

Rapport

(2) Dans l’année qui suit le début de son examen ou dans le délai supérieur que le Parlement ou la chambre en question, selon le cas, lui accorde, le comité visé au paragraphe (1) remet son rapport au Parlement, accompagné des modifications qu’il recommande.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Non-application des modifications aux évaluations en cours

33. Les évaluations environnementales ou les évaluations des effets environnementaux lancées sous le régime de la *Loi canadienne sur l’évaluation environnementale* avant l’entrée en vigueur du présent article, sont menées à terme comme si la présente loi n’avait pas été édictée.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

34. Les dispositions de la présente loi, à l’exception de l’article 32, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Communication Canada - Publishing
Ottawa, Ontario K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Communication Canada - Édition
Ottawa (Ontario) K1A 0S9

Available from:
Communication Canada — Canadian Government Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente:
Communication Canada — Édition,
Ottawa (Canada) K1A 0S9